



# Une Pologne ouvrière, oui! La Pologne du pape, non!



Mosander



AP

Europe de l'Est: le SWP de 1956 contre le SWP de 1980

**La « démocratie pure » ou la révolution politique...6**

Les révisionnistes et la dictature du prolétariat

**L'eurotrotskyste Mandel contre le caudillo Moreno...13**

L'Afghanistan et la gauche

**La question russe à brûle-pourpoint...18**

**La LTd'I adhère à la tendance spartaciste...29**



**Une Pologne  
ouvrière,  
oui!**

**La Pologne  
du pape,  
non!**

Traduit de Spartacist, édition anglaise, n° 30, automne 1980

Tout le monde s'y attendait. Une classe ouvrière agitée et combative, des grèves paysannes, une dette extérieure énorme, une pénurie chronique et généralisée de denrées alimentaires, une Eglise catholique puissante qui prend de plus en plus d'assurance et des organisations social-démocrates et nationalistes cléricales qui surgissent de partout. Tous les éléments étaient là. La Pologne de la fin des années 70 s'était enfoncée dans une profonde crise, qui allait de plus en plus vers l'explosion, *une explosion qui pouvait conduire soit à une révolution politique prolétarienne contre la bureaucratie stalinienne, soit à une contre-révolution capitaliste dirigée par l'Eglise du pape Wojtyla.*

Quand l'explosion a eu lieu, elle a retenu l'attention du monde entier pendant deux bonnes semaines. La grève générale du littoral de la Baltique a été la mobilisation la plus puissante du pouvoir de la classe ouvrière depuis Mai 68. Mais, était-ce une mobilisation pour le pouvoir ouvrier? Là est la question décisive.

On a maintenant un accord *sur le papier*. La bureaucratie a accordé des «nouveaux syndicats autogérés» contre la promesse que ceux-ci reconnaîtront «le rôle dirigeant» du parti communiste et qu'ils ne feront pas de politique. Dans la mesure où ces accords renforcent le pouvoir des ouvriers polonais dans leur lutte contre la bureaucratie stalinienne, les révolutionnaires peuvent soutenir cette grève et ce qu'il en est sorti. Mais il faudrait être aveugle pour ne pas voir l'énorme influence de l'Eglise catholique et des sentiments pro-occidentaux chez les ouvriers en grève.

Si les accords renforcent la classe ouvrière sur le plan organisationnel, ils consolident aussi les forces de la réaction.

Les accords de Gdansk *ne peuvent pas durer*. Aucune bureaucratie stalinienne — caste parasitaire qui doit *monopoliser* le pouvoir politique pour se préserver — ne peut tolérer une opposition ouvrière indépendante. Et en Pologne aujourd'hui l'idée que de tels syndicats «ne font pas de politique» est simplement absurde. La situation en Pologne est celle d'un double pouvoir à froid. Pour couronner le tout, d'autres heurts ne peuvent manquer de se produire; le régime, massivement endetté auprès d'organismes financiers occidentaux, ne peut en effet «raser gratis» comme l'exigent les travailleurs. Les importantes augmentations salariales soit alimenteront une inflation galopante, soit entraîneront des restrictions encore plus sévères. Qui plus est, le Kremlin grommelle déjà à propos des accords, et l'on ne peut écarter l'éventualité d'une intervention soviétique. La fin de la grève générale de la Baltique n'est que le commencement de la crise de la Pologne stalinienne.

### Démocratie ouvrière ou réaction cléricale nationaliste ?

Il est certain que les ouvriers réagissent contre l'incompétence, les privilèges et les abus bureaucratiques. Les doléances des ouvriers polonais sont réelles et justifiées. Le licenciement d'une militante de longue date, Anna Valentynowicz, quelques mois avant sa retraite, ce qui, paraît-il, a provoqué l'occupation des chantiers Lénine, rendrait furieux n'importe quel ouvrier qui se respecte. L'existence de magasins spéciaux réservés aux membres du parti et à la police est une abomination et la négation même des principes les plus élémentaires du socialisme.

Que dire des allégeances précises et de la vision politique générale des ouvriers? Au début de la grève, on aurait chanté l'Internationale, cela laisse supposer au moins un certain degré de conscience socialiste. Mais si les media impérialistes ont toujours tendance à exagérer l'influence des partisans des idéologies anticommunistes dans le bloc soviétique, il ne fait aucun doute que les grévistes s'identifient profondément au mouvement d'opposition de la puissante Eglise catholique. Pas seulement à cause des signes extérieurs: les ouvriers qui chantent quotidiennement «O dieu, protège la Pologne», les centaines d'ouvriers à genoux pour la messe, les portraits de Wojtyla-Jean-Paul II partout, Lech Walesa qui lance en l'air des images de la Vierge Marie. Les conseillers extérieurs au comité de grève se composent de personnages en vue du groupe catholique ZANK; et ils continuent à conseiller les «nouveaux syndicats autogérés».

Encore plus inquiétante est la revendication d'«accès de tous les groupes religieux [comprenez l'Eglise catholique apostolique et romaine] aux mass media». C'est là une revendication *antidémocratique* qui légitimerait l'Eglise dans son rôle actuel d'opposition reconnue au régime stalinien. En pratique, les ouvriers des chantiers navals de la Baltique réclament une Eglise d'Etat dans un Etat ouvrier déformé.

Mais l'Eglise ne s'engage pas à défendre l'Etat ouvrier! Loin de là! L'Eglise polonaise (d'un antisémitisme virulent) est un bastion de la réaction même dans le cadre du catholicisme mondial. Surtout depuis la crise de 1976,



Laski/Sipa

Selon le *Spiegel*, journal libéral ouest-allemand, Waleza est un «nationaliste et catholique convaincu» qui «n'a rien en commun avec le communisme».

L'Eglise polonaise est de plus en plus ouvertement et agressivement anticommuniste. Au début de l'année dernière, le *Wall Street Journal* (2 janvier 1979) faisait remarquer: «Ainsi, la prêtrise est en fait devenue un parti d'opposition».

Cet article expliquait aussi que derrière la position de plus en plus hostile de l'Eglise, il y avait le cardinal de Cracovie. Quelques mois plus tôt, ce prélat polonais était devenu le premier successeur non-italien au trône de Saint Pierre en quatre siècles. Karol Wojtyla est un réactionnaire dangereux qui travaille main dans la main avec l'impérialisme américain (et en particulier son compatriote Zbigniew Brzezinski) pour repousser «le communisme athée» en commençant par son propre pays. Comme nous l'avons dit lorsque cet anticommuniste polonais fut consacré pape: «[...] il est maintenant à la tête de plusieurs millions de catholiques pratiquants en Europe de l'Est, ce qui représente une force fantastique pour la contre-révolution» («Le pape du président», *Workers Vanguard* n° 217, 20 octobre 1978).

L'épiscopat polonais qui craint autant l'intervention militaire soviétique que sa propre incapacité à contrôler un soulèvement ouvrier a pris une attitude prudente pendant la grève générale de la Baltique. Mais quels que soient les calculs actuels de l'épiscopat polonais, dans un vide politique, l'Eglise, bien organisée et pourvue d'une base massive, serait une agence puissante de la contre-révolution sociale.

La classe ouvrière polonaise est la plus combative du bloc soviétique et a une histoire de lutte pour des organisations indépendantes qui remonte aux années 50. C'est aussi le seul pays de l'Europe de l'Est dans lequel il y a une mobilisation de masse potentiellement contre-révolutionnaire autour de l'Eglise catholique. Et donc contrairement à la Hongrie de 1956 ou à la Tchécoslova-

quie de 1968, les alternatives à la crise actuelle ne se limitent pas à la révolution politique ou à la restauration stalinienne. Mais ce n'est pas non plus l'Afghanistan où l'armée soviétique joue un rôle progressiste en écrasant le soulèvement clérical et réactionnaire soutenu par l'impérialisme. Dans un certain sens, la Pologne se situe quelque part entre la Hongrie de 1956 et l'Afghanistan.

## Le trotskysme et les «syndicats libres»

La revendication et l'acquis principal du comité de grève de la Baltique étaient les «syndicats libres». Ce mot d'ordre particulier, rabâché pendant des années par Radio Free Europe, a acquis une connotation clairement anticommuniste et pro-occidentale. Souvenons-nous de l'appel des révoltés de Kronstadt à des «Soviets libres» — c'est-à-dire sans communistes!

La lutte pour des syndicats indépendants du contrôle de la bureaucratie fait partie intégrante du programme trotskyste pour une révolution politique prolétarienne dans les Etats ouvriers dégénéré et déformés. Les syndicats et le droit de grève seraient nécessaires même dans un Etat ouvrier gouverné démocratiquement afin de protéger les ouvriers des abus et erreurs des administrateurs et des directeurs. Mais il n'est pas évident, loin de là, que les «syndicats libres» projetés de longue date par les dissidents soient libres de l'influence des éléments pro-catholiques et pro-OTAN qui représentent un danger mortel pour la classe ouvrière.

En tout cas dans la situation extrêmement politisée de la Pologne actuelle, les syndicats «nouveaux et autogérés» ne peuvent ni ne veulent se limiter à des questions de salaires, de conditions de travail, de sécurité du travail, etc. Ils seront soit attirés dans l'orbite puissante de l'Eglise catholique ou bien devront s'opposer à celle-ci au nom des principes socialistes.

L'existence d'un parti d'avant-garde révolutionnaire est cruciale pour déterminer l'issue de cette crise. Une tâche centrale d'une organisation trotskyste en Pologne serait d'avancer dans ces syndicats une série de revendications pour séparer les ouvriers des forces cléricales nationalistes et faire le tri. Ces syndicats doivent défendre les moyens de production socialisés et le pouvoir d'Etat prolétarien

édition française

# SPARTACIST

(Fourth Internationalist)

Organe du marxisme révolutionnaire

Organe du Comité exécutif international de la tendance spartaciste internationale.

Comité de rédaction: Susan Adrian, Helene Brosius, Elizabeth Gordon, Jean Lesueur, John Sharpe (responsable)

Ellen Friedman pour la réalisation

SPARTACIST PUBLISHING CO.

Box 1377, G.P.O., New York, N.Y. 10116. Telephone: 732-7862

numéro 17



hiver 1980-81

contre l'impérialisme occidental. En Pologne aujourd'hui, la revendication démocratique élémentaire de la séparation de l'Eglise et de l'Etat est une ligne de partage entre la lutte pour la démocratie ouvrière et la menace mortelle de restauration capitaliste.

L'embryon d'une opposition léniniste-trotskyiste en Pologne n'aurait rien à faire avec les groupes dissidents actuels. Il dénoncerait le Comité pour l'autodéfense sociale (KOR) social-démocrate pour avoir aidé à lier les grévistes à l'impérialisme, au pape, aux nationalistes antisoviétiques et autres partisans de Pilsudski. Mais il y a certainement parmi les ouvriers en rébellion des éléments qui en ont assez de la bureaucratie et qui se tournent vers les traditions du marxisme polonais et qui ne croient pas à la fausse «démocratie» en soutane. C'est parmi cette couche de travailleurs que les révolutionnaires doivent lutter pour gagner des cadres afin de construire un parti prolétarien authentiquement communiste qui puisse ouvrir la voie au socialisme en chassant la caste bureaucratique qui règne faussement au nom des ouvriers.

### Brisez l'étau économique impérialiste!

L'abandon de la collectivisation de l'agriculture en 1956 a joué un rôle, et non des moindres, dans la crise économique et politique actuelle de la Pologne. Cela valut à la Pologne une économie arriérée de petites propriétés rurales d'une improductivité extraordinaire, même selon les critères de l'Europe de l'Est. Et c'est sur le poids social de la petite-bourgeoisie rurale que l'Eglise polonaise trouve son appui. Aujourd'hui, un tiers de la population active travaille encore aux champs et 80 pour cent des terres sont encore aux mains de propriétaires privés. Ce n'est qu'en éliminant la misère et l'isolement rural que l'on pourra briser l'emprise de l'obscurantisme religieux. L'une des tâches immédiates et centrales d'un gouvernement ouvrier révolutionnaire en Pologne serait d'encourager la collectivisation de l'agriculture.

En réponse aux protestations et grèves violentes contre les augmentations des prix de denrées alimentaires en 1970-71, le nouveau régime Gierek avait promis aux ouvriers

d'énormes augmentations de salaire, aux paysans des prix d'achat de produits agricoles plus élevés et des pensions avec en plus la modernisation rapide de l'industrie. On devait réaliser ce «miracle économique» (ce terme fut effectivement utilisé dans la propagande officielle) en empruntant massivement à l'Occident ainsi qu'à l'Union soviétique.

Cette manœuvre économique, qui visait à transformer la Pologne en une sorte de Japon de l'Europe de l'Est, dérailla d'abord du fait de la dépression mondiale de 1974-75 qui rétrécit brusquement les débouchés du pays. Mais plus profondément, le pari économique de Gierek a échoué parce que le régime stalinien est incapable de mobiliser l'enthousiasme et le sens du sacrifice des travailleurs polonais. Cette incompétence, inhérente à toute bureaucratie, est due plus à l'absence de correctifs efficaces venant de la base qu'aux privilèges matériels.

En 1978, la Pologne a dépensé plus de 50 pour cent de ses devises fortes à payer les intérêts sur ses emprunts; en 1979, plus de 80 pour cent; aujourd'hui, elle en dépense plus de 90 pour cent! La Pologne n'a pu échapper à la faillite la plus magistrale du monde qu'en acceptant des programmes d'austérité imposés par ses créanciers impérialistes. En même temps, la direction russe, craignant une explosion populaire si l'on pousse trop à bout les masses polonaises, paie donc une bonne partie de la dette extérieure de la Pologne. Dans un sens, la Pologne est devenue l'intermédiaire par lequel le capital financier occidental pompe le surplus des ouvriers et des paysans soviétiques (dont le niveau de vie est substantiellement plus bas que celui des Polonais).

Alors que la mauvaise gestion économique du régime stalinien polonais est aujourd'hui éclatante, la *supériorité historique* de la propriété collectivisée et de la planification centralisée, même affligées d'une bureaucratie parasitaire, demeure indiscutable. Entre 1950 et 1976, le taux de croissance des économies capitalistes avancées a été d'en moyenne 4,4 pour cent par an; celui des pays capitalistes arriérés de 5 pour cent; et celui des pays de l'Europe de l'Est à planification centralisée, de 7,7 pour cent (*Scientific American*, septembre).

Les travailleurs polonais ne doivent pas payer pour les grossières erreurs de gestion du régime de Gierek, pas plus

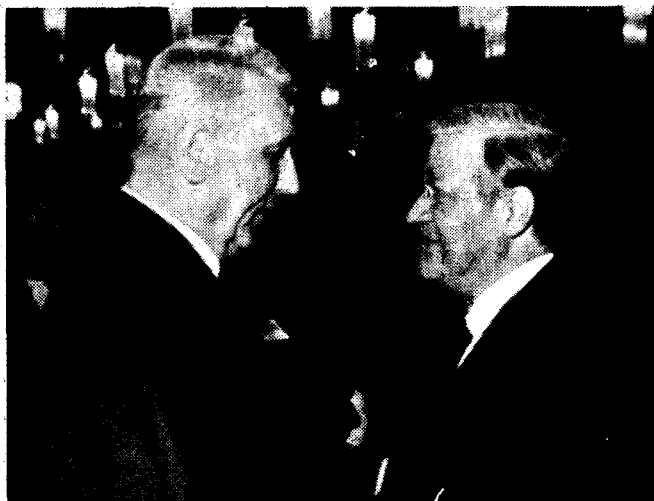
The image shows four covers of the Spartacist magazine. From left to right: a Spanish cover with the headline 'Historia imperialista sobre Afganistán' and '¡Viva Ejército!'; a German cover with the headline 'Hoch die rote Armee'; a Polish cover with the headline 'A Workers Poland Yes! The Pope's Poland No!'; and a French cover with the headline 'Hystérie impérialiste sur l'Afghanistan' and 'Salut à l'Armée rouge!'.

## Spartacist

### Organe du marxisme révolutionnaire

- Spartacist, deutsche Ausgabe 5F
- Spartacist, English edition 5F
- Spartacist, édition française 5F
- Spartacist, edición en español 5F

Pour toutes commandes:  
**Spartacist Publishing Co.**  
 Box 1377, GPO  
 New York, NY 10116 USA



Der Spiegel

**Cherchant à acheter la combativité de la classe ouvrière, Edward Gierek (à gauche) a massivement endetté la Pologne auprès de l'Allemagne Fédérale de Helmut Schmidt.**

qu'ils ne doivent accorder une confiance quelconque aux «réformes économiques» de la bureaucratie. Une planification égalitaire et rationnelle n'est possible que sous un gouvernement reposant sur des conseils ouvriers démocratiquement élus (des soviets). Pour faire un pas révolutionnaire dans la transition vers ce but, les travailleurs polonais doivent se battre pour arracher à la bureaucratie le contrôle de la production, des prix, de la distribution et du commerce extérieur.

Un gouvernement ouvrier révolutionnaire en Pologne annulerait la dette extérieure. Enfin... ils pourraient exporter le camarade Edward Gierek en Allemagne de l'Ouest où il pourra travailler dans les mines de charbon de la Ruhr pour rembourser ses dettes. Bonne idée, dira un ouvrier polonais, mais les banquiers de Francfort laisseront-ils filer 20 milliards de dollars sans broncher? N'y aura-t-il pas de représailles de la part des impérialistes, économiques ou militaires? Les ouvriers polonais ne pourraient faire face à ces représailles inévitables qu'en faisant appel aux ouvriers d'Europe de l'Ouest: nous ne voulons pas devenir les clients de vos maîtres, mais vos camarades dans une entreprise nouvelle — la planification socialiste internationale dans les Etats-Unis socialistes d'Europe.

### **Pour l'unité révolutionnaire des travailleurs polonais et russes!**

Toutes les forces politiques organisées en Pologne — la bureaucratie stalinienne, l'Eglise et toutes les tendances du mouvement dissident — sont hostiles à l'URSS et la présentent comme l'ennemi du peuple polonais. Une orientation positive envers le prolétariat russe serait la marque d'un parti révolutionnaire en Pologne. Et ce n'est pas simplement une question d'internationalisme abstrait. C'est une question de vie ou de mort.

Les illusions sur la bonne volonté des puissances capitalistes occidentales, qui sont répandues en Europe de l'Est, le sont beaucoup moins en Union soviétique. Le peuple soviétique, qui a perdu 20 millions des siens dans les

combats contre l'Allemagne nazie, comprend bien que l'arsenal nucléaire de l'OTAN est dirigé contre lui. Les masses soviétiques savent aussi que la guerre des puissances impérialistes contre leur pays, froide ou autre, a commencé dès la révolution bolchévique d'octobre 1917.

Les travailleurs soviétiques craignent que l'Europe de l'Est ne se transforme en Etats hostiles et alliés des impérialistes, ce qui amènerait l'OTAN jusqu'à leurs frontières. Les bureaucrates du Kremlin exploitent cette crainte légitime afin d'écraser les soulèvements populaires et les aspirations démocratiques en Europe de l'Est comme ils l'ont fait en Tchécoslovaquie en 1968. Plusieurs sources ont rapporté que les soldats soviétiques avaient été ébranlés quand, au moment de l'occupation de Prague, ils s'étaient aperçus qu'ils n'avaient pas affaire à une contre-révolution sanglante de fascistes comme on le leur avait dit, mais à la protestation d'ouvriers communistes et d'étudiants de gauche.

Les ouvriers révolutionnaires polonais ne pourront pas faire appel aux soldats soviétiques s'ils ne peuvent leur donner l'assurance qu'ils vont défendre cette partie du monde contre l'attaque impérialiste. Et une révolution politique prolétarienne en Pologne doit s'étendre à l'Union soviétique sans quoi elle sera d'une manière ou d'une autre écrasée.

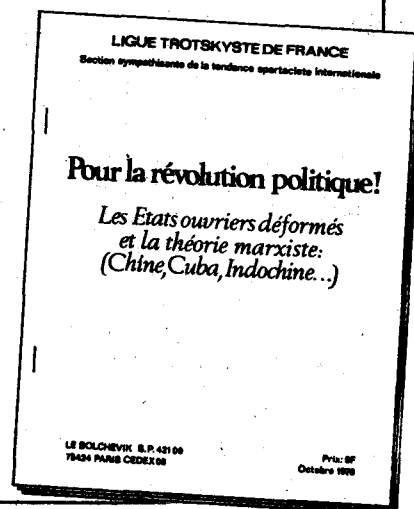
- Pour des syndicats indépendants du contrôle bureaucratique et basés sur un programme de défense de la propriété socialisée!
- Pour la séparation stricte de l'Eglise et de l'Etat! Luttez contre la réaction cléricale nationaliste! Soyez vigilants contre la restauration capitaliste!
- Encouragez la collectivisation de l'agriculture!
- Pour le contrôle ouvrier sur la production, les prix, la distribution et le commerce extérieur!
- Pour la révolution politique prolétarienne contre la bureaucratie stalinienne — pour un gouvernement basé sur des conseils ouvriers démocratiquement élus (soviets)!
- Brisez l'état économique de l'impérialisme! Annulez la dette extérieure! Pour une planification économique socialiste internationale!
- Pour la défense militaire de l'URSS contre l'impérialisme! Pour l'unité révolutionnaire des classes ouvrières polonaise et soviétique!
- Pour un parti trotskyste polonais, section de la Quatrième Internationale reforcée! ■

## **Pour la révolution politique!**

**La lutte de la Tendance révolutionnaire dans le SWP sur la question cubaine**

5 F

Commandes:  
Le Bolchévik  
BP 135-10  
75463 Paris Cédex 10,  
France!



## Europe de l'Est: le SWP de 1956 contre le SWP de 1980

# La « démocratie pure » ou la révolution politique

Traduit de Spartacist, édition anglaise, n° 30, automne 1980

La « Révolution hongroise » de Shane Mage fut publiée en 1959 sous forme de brochure, par les prédécesseurs de la Young Socialist Alliance, groupe de jeunesse du Socialist Workers Party des Etats-Unis (SWP). (Mage allait devenir l'un des fondateurs de la tendance spartaciste; il devait pourtant par la suite abandonner le marxisme.) Le contenu de cette brochure fut un élément décisif dans l'élaboration d'une compréhension, par notre tendance, de la révolution politique prolétarienne et de la contre-révolution capitaliste dans les Etats ouvriers déformés d'Europe de l'Est, et fait preuve d'une prescience exceptionnelle quant à la crise polonaise actuelle.

L'objet de cette brochure est une polémique fractionnelle, datant de 1957, contre la majorité droitière de l'Independent Socialist League (ISL) et la Young Socialist League (YSL) des partisans de Shachtman. En préconisant de lutter pour « des buts démocratiques généraux » dans la révolution hongroise, la droite faisait un pas important et définitif vers sa liquidation dans le « Socialisme de Département d'Etat » de la social-démocratie américaine officielle. L'unification des partisans du « troisième camp » de l'ISL avec le Parti socialiste-Fédération social-démocrate (qu'ils devaient rapidement contrôler) ainsi que la nature de la révolution hongroise elle-même, devaient pousser l'aile gauche de la ISL/YSL dirigée par Mage, James Robertson et Tim Wohlforth vers le trotskysme et la fusion avec le SWP alors révolutionnaire en 1958. La « Révolution hongroise » de Mage fut donc une attaque polémique importante du SWP alors trotskyste contre son principal adversaire social-démocrate.

L'essentiel de l'argument de Mage (reproduit ci-dessous) est qu'en Europe de l'Est, la « démocratie pure » — un parlement souverain reposant sur des élections libres — mènerait fort probablement à la victoire d'un parti clérical petit-bourgeois (comme le Parti des petits propriétaires hongrois ou le Parti paysan polonais), et celui-ci ne mettrait pas longtemps à restaurer le capitalisme. Mage fit également remarquer qu'il n'est pas nécessaire que de tels partis contre-révolutionnaires réclament ou effectuent une dénationalisation immédiate de l'industrie étatisée. Ils subordonneraient simplement l'industrie nationalisée aux intérêts de la petite-bourgeoisie du pays et au capital international. Ici Mage n'exprime pas une position



Le symbole classique de la révolution hongroise de 1956: la statue de Staline déboulonnée et traînée à travers les rues de Budapest.

originale et hétérodoxe mais en accord avec Trotsky qui écrivait en 1937: « Si une contre-révolution bourgeoise réussissait en URSS, le nouveau gouvernement devrait pendant longtemps reposer sur l'économie nationalisée » (« Un Etat ni ouvrier ni bourgeois? », *Writings, 1937-38*).

Tout en développant cela, Mage insistait qu'une telle contre-révolution n'était pas ce qui s'était produit en Hongrie en octobre-novembre 1956. Les organes détenant réellement le pouvoir étaient les conseils ouvriers et ils exprimaient une conscience socialiste même si c'était de manière confuse. Les forces réactionnaires et cléricales regroupées autour du cardinal Mindszenty étaient relativement faibles.

A la lecture de cette brochure des Young Socialists, la *dégénérescence réformiste* du SWP au cours de ces vingt dernières années saute aux yeux. Il y a entre la position des partisans de Shachtman sur les régimes staliniens d'Europe de l'Est des années cinquante et celle du SWP aujourd'hui (et de ses alliés Mandel et ses disciples en Europe de l'Ouest surtout), un *parallélisme* frappant, voire même déroutant. Chez les uns comme chez les autres on ferme les yeux ou on nie carrément le potentiel contre-révolutionnaire de l'Eglise catholique. Et l'Eglise catholique est *qualitativement plus puissante* en Pologne aujourd'hui qu'elle ne l'était en Hongrie en 1956. Tous deux soutiennent la social-démocratie organisée en Europe de l'Est — pour Shachtman c'était le parti social-démocrate hongrois d'Anna Kethly; pour le SWP et les mandéliens c'est le KOR (Comité d'autodéfense sociale) de Jacek Kuron en Pologne. Tous deux ont pour mot d'ordre les pleins droits « démocratiques » pour toutes les formations politiques, y

compris celles qui sont contre-révolutionnaires.

L'attitude de plus en plus oppositionnelle de l'Eglise du pape Wojtyla, allié au KOR social-démocrate, a poussé les «trotskystes» révisionnistes à jouer le rôle d'avocats de la réaction cléricale en Pologne. Il y a un an environ, Mandel se prononçait pour la légalisation d'un parti catholique en Pologne. Aujourd'hui, le SWP soutient explicitement la revendication *antidémocratique* des grévistes polonais demandant que l'épiscopat du cardinal Wysinski ait un accès spécial à la télévision nationale. «J'aimerais bien qu'il y ait chaque jour une «Heure Wysinski» à la télévision» a déclaré le journaliste du *Militant* Fred Feldman lors d'un meeting public à New York, le 30 août dernier.

Pourtant, l'une des conclusions que l'on tire de la «Révolution hongroise» de Shane Mage est qu'il faut *limiter* les droits démocratiques de l'Eglise catholique et des groupes politiques pro-cléricaux en Europe de l'Est et même les supprimer si nécessaire. La brochure de Mage en 1959 n'est ni le premier ni l'unique ouvrage dans lequel le SWP, au temps où il était encore trotskyste, reconnaissait le rôle contre-révolutionnaire des forces cléricales nationalistes de l'Europe de l'Est dominée par le stalinisme. Loin de là. Les numéros de *Quatrième Internationale*, au début de 1947, contenaient une violente polémique contre les partisans de Shachtman, écrite par E. Germain (Mandel) et intitulée «De l'abstentionnisme à l'intervention active — dans le camp de l'ennemi de classe!» Bien que cette polémique soit affaiblie par le fait que Mandel pensait que le stalinisme était incapable de renverser le capitalisme en Europe de l'Est, elle règle son compte à Shachtman qui défendait les droits démocratiques des partis bourgeois en Pologne. Mandel voit dans le Parti paysan de Stanislaw Mickolajczyk la force réactionnaire la plus importante en Pologne. «Mickolajczyk personnellement est un politicien ultra-réactionnaire» écrit-il, qui sert de «bouclier à l'opposition bourgeoise clandestine jusqu'au moment où celle-ci sera capable dans une conjoncture nationale et internationale différente, de renverser le régime [stalinien] actuel». Mandel poursuit en italiques :

*«A la terreur policière et aux provocations des staliniens, nous opposons la terreur révolutionnaire des masses comme le moyen mille fois plus efficace pour combattre le fascisme. Nous exigeons la liberté complète du mouvement ouvrier qui inclut... [surtout la liberté d'armer une puissante milice ouvrière qui, elle, éliminera les bandes fascistes...]. Pas un instant, cependant, nous prenons la défense de notre ennemi principal, la bourgeoisie polonaise et tous ses laquais polonais.»*

Il fut un temps où Mandel et le SWP appelaient à la «terreur révolutionnaire» contre les Mickolajczyk et les Wysinski en Pologne. Aujourd'hui, tout comme leurs adversaires de l'ISL jadis, ils défendent en Pologne les mêmes valets politiques de la bourgeoisie impérialiste.

La brochure de Mage contient aussi une polémique destructrice contre la «Vérité sur la Hongrie» de Herbert Aptheker, principale défense stalinienne aux Etats-Unis de l'écrasement de la révolution hongroise par le Kremlin. L'historien de pointe du PC américain essaye de faire croire à ses lecteurs que cet immense soulèvement populaire autour du prolétariat avait été causé par un soursnois complot impérialiste. Mage a eu peu de mal et de toute évidence beaucoup de plaisir polémique à dénoncer et détruire les mensonges et les distorsions innombrables d'Aptheker.

Une fraction pro-stalinienne du SWP, dirigée par Sam

Marcy, fit, elle, une apologie beaucoup plus sérieuse et plus sophistiquée de l'intervention militaire soviétique. Les partisans de Marcy prétendent qu'en l'absence d'une direction trotskyste, les illusions démocratiques bourgeoises des ouvriers les auraient inévitablement conduits à accepter la restauration du capitalisme. De plus, ils soutiennent que c'est exactement ce qui était en train de se produire lorsque les staliniens sont intervenus pour mettre fin à ce processus.

Mage ne put pas polémiquer contre cette position qui était alors interne au SWP. Pourtant, le chapitre de sa réponse à Aptheker reproduit ci-dessous, expliquant pourquoi le soulèvement hongrois était dans son essence une révolution politique prolétarienne peut servir également de réponse aux partisans de Marcy.

Comme le fait remarquer Mage, ce sont les conseils ouvriers qui détenaient le réel pouvoir dans le pays et ils n'étaient clairement *pas* anticommunistes. D'ailleurs ils soutenaient dans leur grande majorité le stalinien libéral nationaliste Imre Nagy. Les comités révolutionnaires de Budapest élirent un communiste, le colonel Pal Malet, comme co-dirigeant du comité militaire révolutionnaire, ainsi que le général Béla Király, ancien communiste qui était resté très lié au groupe Nagy. Le Parlement des conseils ouvriers de Budapest a adopté pour premiers principes programmatiques que «les usines appartiennent aux ouvriers» et que «l'instance de contrôle suprême de l'usine est le conseil ouvrier» (reproduit dans *Hungary 1956* [1976], de Bill Lomax). C'est là une déviation syndicaliste du marxisme, mais ce n'en est pas moins incompatible avec l'ordre capitaliste et une souveraineté parlementaire sur la politique économique. D'après les indices disponibles, les ouvriers hongrois aspiraient à une version idéalisée de la Yougoslavie de Tito — un pays «socialiste» indépendant et l'autogestion ouvrière.

Ce que Mage a écrit sur la révolution hongroise n'est pas sans points faibles. Il était à cette époque un militant subjectivement révolutionnaire en transition des positions de Shachtman au trotskysme; il n'acceptait pas alors la théorie des Etats ouvriers déformés et avait encore une attitude molle par rapport à l'«anti-stalinisme» indifférencié. Il laissa par exemple passer les protestations neutralistes des dissidents hongrois sans critiquer. Mais ce qui est plus grave, c'est qu'il prétendit que même si l'issue certaine du soulèvement avait été la restauration capitaliste «l'intervention russe actuelle aurait tout de même été un refus inacceptable de laisser au peuple hongrois le droit de choisir son système social». Mage a le tort ici de placer le droit démocratique bourgeois à l'autodétermination des nations au-dessus de la défense du pouvoir d'Etat prolétarien et de celle de l'URSS contre le capitalisme et l'impérialisme.

Dans un certain sens, ces questions se posent d'une manière plus aiguë aujourd'hui en Pologne, que dans la Hongrie de 1956. Car contrairement à la classe ouvrière hongroise de 1956 qui avait montré une conscience de classe socialiste partielle et confuse, les grévistes polonais et leurs principaux dirigeants s'identifient clairement à la puissante opposition catholique et affichent des sentiments pro-occidentaux. Le *Spiegel*, journal libéral d'Allemagne de l'Ouest, décrivait le 8 septembre le ténor des dirigeants des grévistes Lech Walesa comme un «catholique et nationaliste fervent» qui «n'a absolument rien en commun avec le communisme». Et si les trotskystes pouvaient et avaient

soutenu avec enthousiasme la révolution hongroise de 1956, nous devons aujourd'hui mettre en garde contre la possibilité que le mouvement ouvrier — et en particulier les nouveaux «syndicats autogérés» — ne se subordonnent à l'Eglise catholique réactionnaire et à ses protecteurs impérialistes.

*Extrait de L'aile droite de la YSL  
et la «Crise du stalinisme mondial»*

### L'aile droite et la «démocratie»

Ce n'est pas un hasard si le mot clé, dans l'analyse des révolutions polonaise et hongroise, c'est «démocratie» — non pas, «démocratie bourgeoise», non pas «démocratie ouvrière», même pas «démocratie paysanne», non, simplement «démocratie» sans qualificatif, «démocratie» en général. Il y a probablement dans la YSL de jeunes militants qui ne trouvent rien à redire à cette procédure. Je recommande à ces camarades d'étudier soigneusement les écrits de Lénine à ce sujet et en particulier «L'Etat et la révolution» et «La révolution prolétarienne et le renégat Kautsky». Le concept clé, absolument fondamental de la théorie marxiste de l'Etat, est que toute forme de gouvernement dans une société de classe, y compris dans une démocratie, incarne essentiellement la domination (la «dictature») d'une classe sur les autres. C'est particulièrement vrai pour la démocratie ouvrière, car le prolétariat qui est intrinsèquement une classe sans propriété, ne peut régner que directement et politiquement, c'est-à-dire au travers de ses organisations de classe propres, du type «soviétique». Toute forme de démocratie «pure» «sans classe» «en général» ne peut qu'exprimer la domination de la classe qui est économiquement la plus puissante, c'est donc nécessairement la démocratie bourgeoise.

Les camarades du NAC connaissent parfaitement ces considérations élémentaires et ils sont probablement d'accord avec, au moins sur le plan formel. La résolution ne fait que les déclarer inapplicables à la révolution sous le stalinisme et ce de la manière suivante :

«Ce dont il faut se souvenir, c'est que sous le stalinisme, la lutte pour la démocratie a une signification sociale différente de celle qu'elle a sous le capitalisme, aussi longtemps qu'elle se limite aux buts démocratiques généraux et ne réclame pas d'autre changement. Sous le capitalisme, une lutte comme celle-ci est une lutte pour la démocratie capitaliste. Sous le stalinisme, avec l'étatisation des moyens de production, la lutte pour la démocratie qui ne demande pas d'autre changement et qui donc aspire à la démocratisation de la propriété étatisée devient une révolution pour le socialisme démocratique même si elle n'est pas exprimée aussi consciemment.»

Nous avons affaire ici à une formule schématique, transformée de manière rigide en fétiche, et substituée à une analyse historique concrète. Les dirigeants de la YSL se contentent depuis longtemps de la formule que le stalinisme n'est pas socialiste parce que la nationalisation de la propriété ne s'y accompagne pas de démocratie politique. Le corollaire évident qui en découle est que propriété nationalisée plus démocratie politique *égale socialisme*. Voilà l'essence théorique du paragraphe cité ci-dessus.

Ceci est un bon exemple du danger que comporte toujours une trop grande simplification à des fins

d'agitation. Il est bien plus facile et plus efficace pour nous de parler de «démocratie» comme étant un préalable du socialisme plutôt que d'utiliser le vilain mot de «dictature du prolétariat». Dans le cas de l'aile droite de la YSL, c'est allé plus loin qu'une adaptation tactique du langage et c'est devenu une adaptation de la pensée. La lutte pour le socialisme sous le stalinisme cesse d'être un combat pour le pouvoir ouvrier et devient un combat pour «des buts démocratiques généraux».

Le caractère faux, abstrait et antidialectique de la méthodologie de la majorité du NAC s'illustre dans la proposition que la lutte contre le stalinisme est un combat pour le socialisme «aussi longtemps qu'il se limite à des buts démocratiques et ne réclame pas d'autre changement». Mais il va de soi que la réalité de la révolution en Europe de l'Est n'est pas une lutte pour la démocratie pure «sans autre changement». Il y a une quantité énorme de changements économiques et sociaux, qui ne sont pas forcément ceux qui découlent des «buts démocratiques généraux» et qui accompagnent inévitablement la révolution populaire contre le stalinisme : pour ne citer qu'un changement auquel la résolution fait référence, les paysans ont spontanément éliminé l'agriculture collectivisée et ont restauré la propriété privée de la terre. Ce sont précisément ces *changements-là* qui déterminent le véritable caractère de la révolution contre le stalinisme et non pas une formule abstraite sur la relation de la «démocratie» et du «socialisme».

La formule «propriété nationalisée de l'industrie plus démocratie politique égale socialisme» n'est même pas vraie à un niveau abstrait quelle que soit son utilité agitationalne. Si c'était le cas, l'Autriche et la Birmanie, dont l'industrie est largement nationalisée et qui ont toutes deux des structures politiques relativement démocratiques seraient des Etats socialistes. Le préalable essentiel à un développement vers le socialisme est que la classe ouvrière s'élève à la position de classe dominante c'est-à-dire en termes scientifiques précis que s'établisse une dictature du prolétariat.

Le combat pour des «buts démocratiques généraux» sous le stalinisme serait-il suffisant pour que la classe ouvrière s'élève à la position de classe dirigeante? La résolution du NAC répond dans l'affirmative sur la base de sa formule.[...] Mais pour lui donner une réponse réelle, il faut se baser sur une analyse concrète des révolutions polonaise et hongroise.

### La «démocratie» et la restauration capitaliste

La question clé est la suivante. *Théoriquement* était-il possible pour les révolutions polonaise et hongroise d'aboutir à la restauration capitaliste? Le Projet de résolution du NAC exclut cette possibilité puisqu'il déclare que la «démocratie» suffit pour définir «la révolution pour le socialisme démocratique». Ce point de vue n'est à mon avis possible que sur la base d'une extraordinaire ignorance des forces économiques et sociales réelles déterminant l'évolution de la Pologne et de la Hongrie ainsi que du contexte mondial dans lequel ces révolutions ont eu lieu.

Quel développement aurait eu la Pologne ou la Hongrie si la révolution y avait en fait abouti à l'établissement de la démocratie formelle, de type occidental, «sans autre changement»? Il nous faut faire ici abstraction du niveau de conscience socialiste réel acquis par les ouvriers polonais





Jean-Claude Lattès

### Le cardinal Mindszenty, agent de l'impérialisme US pour la contre-révolution en Hongrie.

et hongrois puisque cela n'est pas un facteur déterminant de la logique de la résolution du NAC. Il faut tout de même établir clairement que je crois que ce niveau de conscience socialiste a été le facteur décisif dans tous ces développements, la clé de l'avenir de ces pays.

L'établissement de la démocratie formelle, si cela veut dire quelque chose, signifie élections libres à un parlement souverain. Des élections libres, quant à elles, entraînent l'établissement d'un gouvernement qui reflète la fraction de la population la plus importante numériquement. En Pologne et en Hongrie, cette majorité n'est pas la classe ouvrière. C'est la petite-bourgeoisie des villes et des campagnes, les paysans, les petits commerçants, les artisans et les anciennes classes moyennes.

Des élections libres en Pologne ou en Hongrie auraient-elles pu en fait aboutir à un gouvernement représentant cette majorité petite-bourgeoise? Une majorité ne peut exprimer sa domination que si elle est organisée. Cette majorité pouvait-elle s'organiser?

Nous arrivons ici à un des traits les plus choquants du Projet de résolution du NAC. Les auteurs de ce projet ont fait l'omission la plus stupide possible dans une résolution sur la Pologne et la Hongrie: ils n'ont absolument pas mentionné l'Eglise catholique, que ce soit en tant qu'institution religieuse ou en tant que force sociale!

Pourtant, en Pologne comme en Hongrie l'Eglise est la seule institution qui ressorte intacte du régime stalinien, avec un appareil stable et très bien organisé, une longue tradition de continuité, et un haut degré de prestige dans le peuple. On peut se rendre compte du poids réel de l'Eglise catholique par l'étendue considérable de la réintroduction de l'instruction religieuse dans les écoles polonaises et hongroises (en Pologne en particulier on a même rapporté des cas de persécution d'enfants athées ou juifs par les majorités catholiques). La puissance de l'Eglise a été démontrée de façon spectaculaire lorsque le cardinal Wyszinski est intervenu en faveur de Gomulka lors des récentes élections polonaises — intervention qui aurait

d'après les indices disponibles largement contribué à sauver le régime de Gomulka de l'échec cuisant que l'on semblait devoir attendre. Peut-on douter qu'en cas de réelles élections libres, les candidats soutenus par l'Eglise jouiraient d'un atout considérable parmi la majorité catholique?

Quel rôle l'Eglise désire-t-elle jouer dans ces révolutions? Le Projet de résolution dit qu'en Pologne et en Hongrie «les forces qui préconisaient la restauration capitaliste [...] étaient extrêmement petites et n'avaient aucun poids». Il est exact que ni en Pologne, ni en Hongrie, l'Eglise n'a présenté un programme ouvertement capitaliste. Mais elle n'a pas besoin de le faire. L'Eglise catholique de par sa nature d'organisme international complètement contrôlé par le Vatican, joue un certain rôle dans la politique mondiale — le rôle d'un allié important de l'impérialisme US et de la réaction capitaliste dans tous les pays. Si elle se sentait libre de le faire, quelle raison y-a-t-il de penser que l'Eglise d'un Mindszenty agirait différemment de l'Eglise en Italie, en Espagne ou en Autriche? Et si des élections libres aboutissaient à un parlement à majorité catholique reflétant la majorité catholique des campagnes, l'Eglise ne se sentirait-elle pas libre?

Il me semble fort probable que de réelles élections réellement libres, en Pologne comme en Hongrie, enverraient une majorité cléricale petite-bourgeoise au Parlement. Il n'y a pas eu d'élections libres en Pologne après la guerre, mais s'il y en avait eu, rares sont ceux qui — mis à part les stalinien — n'admettent pas que c'est le Parti paysan de Mikolajczyk qui les aurait gagnées. Il y a eu des élections libres en Hongrie et elles ont abouti à une majorité substantielle du Parti des petits propriétaires dirigé par les réactionnaires cléricaux Ferenc Nagy et Mgr. (!) Béla Varga.

Des gouvernements Mindszenty-Ferenc Nagy ou Mikolajczyk-Wyszinski auraient-ils pu restaurer le capitalisme? Il est hors de propos d'argumenter ici que de tels gouvernements n'auraient pas pu en fait se former car il est évident que cela aurait été possible si les révolutions étaient restées dans le cadre de la démocratie parlementaire formelle avec tous les droits démocratiques pour tous les partis et individus y compris le clergé et les exilés. Ce qui est en jeu ici est précisément la nature et le rôle de cette démocratie parlementaire formelle en Europe de l'Est — souvenez-vous que le Projet de résolution considère que cette «démocratie» équivaut au socialisme.

Je crois que si un gouvernement petit-bourgeois en Pologne ou en Hongrie avait la possibilité de se consolider et d'avoir une ferme emprise sur le pays, il pourrait effectuer un retour au capitalisme, et très rapidement. La première démarche à faire — absolument indispensable pour tout gouvernement non stalinien — serait de réinstaurer des rapports de production capitalistes dans l'agriculture, les petites entreprises et le commerce de détail. En Russie la NEP tendait continuellement à développer des tendances restaurationnistes incarnées par la montée des koulaks et des nepmen. La politique boukharinienne de concessions à ces éléments capitalistes aurait en fait conduit à ce type de restauration capitaliste malgré le désir subjectif de l'aile droite des bolchéviks de l'en empêcher. Une NEP dans un pays arriéré et épuisé est au mieux une dangereuse affaire — si elle est aux mains des représentants politiques des koulaks et des nepmen (et les partis paysans et petits-bourgeois ne peuvent être rien

d'autre) elle conduit à coup sûr tout droit au capitalisme.

Les liens de la Pologne et de la Hongrie avec le marché capitaliste mondial seraient un autre aspect décisif du retour au capitalisme sous une direction démocrate petite-bourgeoise; surtout bien sûr avec la puissance économique formidable de l'impérialisme US. Tout le monde sait que le principal programme politique positif de l'impérialisme US vis-à-vis de l'Europe de l'Est est basé sur une aide économique massive sous forme de «prêts» ou carrément de cadeaux. Cette «aide» aurait un double effet: elle serait un atout politique aux mains des politiciens bourgeois qui seraient les seuls à avoir accès aux largesses américaines et elle servirait très vite à réorienter l'économie polonaise et hongroise vers un retour à la dépendance traditionnelle vis-à-vis du capitalisme occidental. Lénine disait qu'il avait beaucoup moins peur des armées blanches que des marchandises occidentales à bon marché qu'ils amenaient dans leurs trains. Les marchandises américaines qui entreraient en Europe de l'Est sous des gouvernements petits-bourgeois ne seraient pas seulement *bon marché*, elles seraient gratuites!

Qu'advierait-il alors des industries nationalisées? Leur destinée serait de servir les intérêts des paysans et des petits-bourgeois et les besoins du commerce avec les capitalistes occidentaux. La Hongrie et la Pologne peuvent être capitalistes sans dénationaliser une seule des principales usines. Tout ce qu'il faut, c'est convertir l'industrie, démocratiquement bien sûr, en une extension de l'économie paysanne et du marché mondial.

Qu'est-ce que cela veut dire? Une orientation entièrement consacrée à la production de biens de consommation, au profit des paysans. La cessation des investissements et même de l'entretien des machines qui détourne les ressources du secteur petit-bourgeois. L'abandon des industries qui ne peuvent pas faire face à la concurrence mondiale — pourquoi un petit commerçant polonais paierait-il pour une Zeran le double du prix d'une Volkswagen de qualité supérieure? Les investissements et les modernisations qui se feraient devraient être financés par des capitaux privés occidentaux sans rien coûter à l'économie nationale.

Et quelles en seraient les conséquences pour les ouvriers? Bas salaires, pour un coût minimum de la production. Les conseils ouvriers ne pourraient naturellement pas s'interposer dans les décisions de la majorité démocratique sur des questions qui concernent la gestion de l'économie. Le nombre de travailleurs actuellement gonflé outre mesure serait dramatiquement réduit — mesure de rationalisation évidente. Et bien sûr, les représentants ouvriers n'auraient aucun pouvoir dans le gouvernement et le parlement; après tout dans une démocratie n'est-ce pas la majorité qui fait la loi?

Il faut à nouveau souligner ici que ceci n'est pas une description de ce qui, à mon avis, était la perspective réelle pour la Hongrie ou la Pologne, la véritable nature de classe de ces révolutions. C'est la description d'une réelle possibilité de l'évolution de ces pays si les ouvriers s'étaient limités à des «butts démocratiques généraux». Ce que cela démontre essentiellement, c'est qu'il est complètement faux de prétendre que l'établissement d'une démocratie parlementaire suffit à convertir un Etat stalinien en un Etat socialiste. Sous le stalinisme comme sous le capitalisme, la démocratie en général, ça n'existe pas. Il y a la démocratie prolétarienne et il y a la démocratie bourgeoise. Rien d'autre. Les formes de démocratie parlementaire «sans

contenu de classe» dans un pays qui a une majorité paysanne et petite-bourgeoise, représentent la démocratie bourgeoise.

### L'alternative socialiste

Si la démocratie parlementaire formelle menait vraisemblablement à un gouvernement petit-bourgeois et à la restauration du capitalisme en Pologne et en Hongrie, quelle aurait dû être l'alternative socialiste à ces «butts démocratiques généraux»? C'est la révolution russe qui donne la réponse; elle a également eu lieu dans un pays arriéré dans lequel des élections parlementaires libres auraient nécessairement abouti à la restauration du capitalisme. Cette réponse, c'est: établir le pouvoir d'Etat de la classe ouvrière.

En Hongrie cette solution fut mise en évidence par le cours même de la révolution dont les organes décisifs de la lutte révolutionnaire étaient les *conseils ouvriers*. Ces conseils ont été créés au cours de la lutte par l'action spontanée des ouvriers eux-mêmes et se sont rapidement avérés être la direction politique de la nation toute entière.

Le conseil ouvrier ou soviét est la forme indiquée pour établir le pouvoir ouvrier en Hongrie, et, avec quelques légères modifications de forme, dans tous les autres pays. Dans un pays comme la Hongrie, la création de conseils de paysans travailleurs, des soviets paysans, serait un moyen de donner à la majorité paysanne une représentation au gouvernement tout en préservant le pouvoir d'Etat du prolétariat au travers de ses institutions de classe. En termes scientifiques l'Etat qui émergerait de la révolution serait un *Etat ouvrier* et le gouvernement serait un *gouvernement ouvrier et paysan*.

Le simple fait d'établir une République des conseils ouvriers en Pologne ou en Hongrie ne garantit évidemment pas ces pays contre une restauration capitaliste. Les régimes prolétariens d'Europe de l'Est auraient immédiatement à faire face à des problèmes du même type de ceux qui ont assailli la première République soviétique au temps de la NEP; et si la révolution ne s'étend pas aux pays avancés de l'Europe de l'Ouest, ces Etats eux aussi dégénéraient et s'effondreraient éventuellement. La garantie qu'apporterait la République ouvrière c'est qu'elle donnerait l'occasion à la classe ouvrière d'imposer à chaque moment sa propre direction socialiste consciente à la nation.

Il se peut que certains camarades qui n'ont jamais lu Lénine ou qui ont oublié ce qu'ils ont appris disent que ceci est antidémocratique parce qu'un Etat de type soviétique signifierait la domination d'une minorité, la classe ouvrière, sur la majorité de la population, essentiellement paysanne. Pour répondre à cette objection, nous voudrions avancer les faits fondamentaux suivants:

1) La paysannerie, même lorsqu'elle est majoritaire, est incapable de gouverner en son propre nom. En tant que couche de petits producteurs, c'est-à-dire une classe petite-bourgeoise, elle tend à suivre ses leaders naturels, les éléments petits-bourgeois, la «classe moyenne» des villes. En Europe de l'Est, cela s'est exprimé et s'exprime encore par l'inféodation de la paysannerie à la hiérarchie catholique. Un gouvernement qui «représenterait» la paysannerie d'Europe de l'Est serait dominé par des forces cléricales et pro-capitalistes qui non seulement sont une minorité beaucoup plus réduite que le prolétariat, mais aussi évidemment une minorité réactionnaire et antidémocratique par nature.

2) Un Etat de type soviétique, pour ce qui est des droits et du pouvoir réels des masses, y compris des paysans pauvres, est infiniment plus démocratique que la plus démocratique des républiques bourgeoises avec parlement librement élu et *tutti quanti*.

3) Dans la révolution qui a eu lieu, la classe ouvrière était la direction incontestée de toute la nation et la seule force sociale capable de lutter jusqu'au bout pour renverser la bureaucratie stalinienne. Ce fait lui confère au plus haut point le droit démocratique d'établir son propre Etat. L'expérience historique montre que la classe ouvrière n'est capable de gagner le soutien de larges couches de la petite-bourgeoisie et de la paysannerie que lorsqu'elle leur montre qu'elle est capable d'agir toute seule pour résoudre les problèmes de la société toute entière d'une manière révolutionnaire et en ne comptant que sur ses propres forces de classe.

On en vient alors naturellement à la question: si l'intervention contre-révolutionnaire des Russes n'avait pas eu lieu, la révolution hongroise aurait-elle en fait abouti à une République des conseils ouvriers? Evidemment on ne peut pas donner de réponse définitive à cette question. Mais certains faits dans les aspects objectifs et subjectifs de la révolution hongroise montrent qu'une réponse affirmative aurait été probable.

Le premier aspect de la révolution hongroise, qui est décisif, c'est que c'était une révolution *ouvrière*, et que le rôle dirigeant des ouvriers a été formulé au niveau des institutions par la création de *conseils ouvriers*. Mis à part l'armée russe, il n'y avait pas en Hongrie l'ombre d'une force sociale capable d'empêcher les conseils ouvriers de prendre le pouvoir. Les conditions objectives pour la formation d'une République soviétique étaient donc, en cas de victoire de la révolution bien sûr, entièrement favorables.

Pourtant le niveau de conscience réel des ouvriers n'était pas à la hauteur des possibilités objectives de la révolution. A ce point de vue là, les ouvriers hongrois étaient comme le prolétariat russe après la révolution de février. Leur revendication générale n'était pas tout le pouvoir aux conseils ouvriers mais des «élections libres» à un parlement souverain.

Mais ce serait une erreur désastreuse que de considérer le niveau de conscience correspondant à la lutte contre la bureaucratie stalinienne comme le programme politique permanent et définitif du prolétariat hongrois. Les ouvriers hongrois voulaient des «élections libres» mais ils voulaient également sauvegarder leurs conseils et étendre leur pouvoir. Ils voulaient avancer vers le socialisme et non pas retourner au capitalisme.

Si la révolution avait réussi, les conseils ouvriers en seraient sortis avec de facto les aspects centraux du pouvoir entre leurs mains. Il est peu probable qu'ils auraient cédé ce pouvoir au gouvernement petit-bourgeois et clérical issu des «élections libres». Une situation de double pouvoir entre le parlement et les soviets tendrait à s'instaurer. En cela, les ouvriers hongrois reproduiraient à leur manière l'expérience de la classe ouvrière russe. En Russie, comme nous devrions tous le savoir, la révolution prolétarienne a été suivie d'élections libres à une Assemblée constituante, le type de parlement bourgeois le plus démocratique. Les partis petits-bourgeois, qui étaient beaucoup plus à «gauche» que ce qu'on trouve dans la Hongrie de Mindszenty, dominaient cette Assemblée constituante. En Russie, il n'a fallu qu'un jour pour expliquer aux conseils

ouvriers qu'ils ne pouvaient pas tolérer l'existence d'un gouvernement bourgeois à leurs côtés. Les ouvriers russes se sont comportés de la bonne manière; sous la direction du Parti bolchévique de Lénine et de Trotsky, ils ont dispersé le Parlement et ont fait savoir au monde entier que les soviets étaient les seuls à détenir le pouvoir en Russie. Les ouvriers hongrois se seraient tôt ou tard trouvés confrontés aux mêmes problèmes et auraient dû éventuellement agir de la même manière. Ou alors, ils se seraient vu ravir les conquêtes de leur révolution par les éléments restaurationnistes.

## Il faut un parti révolutionnaire

Les ouvriers russes n'ont pu agir comme ils l'ont fait que grâce à la présence d'un parti marxiste révolutionnaire capable d'anticiper les événements, de tirer les leçons des luttes du prolétariat et d'entreprendre une action révolutionnaire résolue. En Hongrie aussi, il faudrait un tel parti pour établir le pouvoir des conseils ouvriers. L'absence de parti bolchévique fut l'une des principales raisons pour lesquelles les illusions démocratiques bourgeoises et même pro-occidentales étaient si fortes parmi les ouvriers. Ces illusions étaient le produit inévitable de la situation de la classe ouvrière hongroise et de son expérience de la dictature stalinienne. Elle n'aurait pu être surmontée qu'au cours d'une lutte politique ouverte après la destruction du régime stalinien. Et pour ce faire, pour élever sa conscience à un niveau supérieur, la classe ouvrière hongroise aurait dû absorber l'expérience d'un siècle de luttes socialistes révolutionnaires et surtout l'expérience du dernier demi-siècle de pensée politique marxiste, de tous ces acquis théoriques développés en particulier par Lénine et Trotsky.

Apprendre ces leçons aurait été, en même temps, pour la classe ouvrière hongroise, construire un parti marxiste révolutionnaire capable de conduire le prolétariat à la consolidation de son propre pouvoir. Si la classe ouvrière n'avait pas atteint ce nouveau stade de conscience de classe, si elle n'avait pas créé un parti bolchévique, elle aurait tôt ou tard laissé échapper le pouvoir de ses mains et il serait tombé aux mains de la majorité «démocratique» représentant la petite-bourgeoisie et l'Eglise.

\* \* \* \* \*

### Extrait de *La «Vérité» et la Hongrie: une réponse à Herbert Aptheker*

La classe ouvrière hongroise a été l'acteur central du drame hongrois et pourtant la classe ouvrière est totalement absente de la version de la «vérité» que donne Aptheker de la Hongrie. Plus exactement, il ne fait mention des ouvriers que pour *nier* qu'ils y aient joué un quelconque rôle. Il déclare: «en général les ouvriers de Budapest ont adopté une attitude apathique, passive ou neutre».

Il est certainement utile de rappeler ici le grand nombre de témoignages prouvant que le gros des forces combattantes était composé de jeunes ouvriers, que les batailles les plus dures ont eu lieu dans les quartiers ouvriers (tels que Kobanya, Ujpest — et le «Csepel rouge», bastion prolétarien du communisme hongrois et dernier foyer de résistance contre la deuxième intervention russe). Il devrait suffire de citer de quelle curieuse façon les ouvriers hongrois ont choisi d'exprimer leur «neutralité»: par une grève générale totale et la formation de conseils ouvriers.

Ce qui s'est passé après la seconde intervention russe montre la véritable nature et la puissance des forces sociales

en présence en Hongrie d'une façon tellement claire qu'on ne peut plus avoir de doute à ce sujet[...]. Les groupes fascisants se sont envolés en fumée (ou plutôt, en Autriche et de là vers d'autres pays du monde «libre» pour se préparer à de nouvelles aventures). Mindszenty s'est réfugié dans l'ambassade américaine. Béla Kovacs [dirigeant du Parti des petits propriétaires] fut invité à rejoindre le gouvernement Kadar mais refusa et annonça qu'il se «retirait» de la politique. Tandis que les conseils ouvriers restèrent et continuèrent un dur combat contre l'occupant russe et le gouvernement fantoche de Kadar. Le 12 décembre encore toute la Hongrie était en grève générale. Finalement, comme nous le savons, le gouvernement Kadar ne vint à bout de la grève qu'avec des menaces de famine. Il arrêta les dirigeants ouvriers et détruisit les conseils ouvriers sous prétexte que les conseils «s'étaient préoccupés exclusivement de questions politiques et avaient pour objectif d'organiser une sorte de deuxième pouvoir opposé au pouvoir de l'Etat» (*France Observateur*, 3 janvier 1957).

L'ironie amère qu'un gouvernement qui se présente comme un «gouvernement révolutionnaire ouvrier et paysan» interdise les seuls organes représentatifs de la classe ouvrière ne devait pas nous faire oublier qu'avec cette déclaration le gouvernement Kadar pose le choix véritable en Hongrie. D'une part le «pouvoir d'Etat» d'une bureaucratie stalinienne discréditée qui s'appuie sur les bayonnettes russes, de l'autre, un «deuxième pouvoir», le pouvoir d'Etat de la classe ouvrière hongroise, exercé à travers ses instances démocratiquement élues, les conseils ouvriers. Les conseils ouvriers hongrois de 1956 étaient les héritiers légitimes des conseils ouvriers (soviets) de 1919. Aptheker est donc plus proche de la vérité qu'il ne le croit lorsqu'il affirme que les héritiers de Horthy ont joué un rôle décisif dans la révolution hongroise!

Le jeune ouvrier de 23 ans, Sandor Racz, qui fut élu président du Conseil ouvrier central de Budapest, exprima de manière éloquente le véritable esprit de la révolution hongroise. Le 8 décembre Racz accorda une interview au correspondant d'un journal italien qui ne devait être publiée que s'il était arrêté. Il déclarait:

«J'ai la conscience tranquille parce que j'ai été l'infortuné porte-parole de la volonté des ouvriers et de tous ceux qui se sont battus pour l'idéal d'une Hongrie libre, indépendante et neutre, et pour un Etat socialiste. [...] Tout cela nous a été refusé. Le gouvernement sait que le pays est contre. Et comme il sait aujourd'hui que la seule force organisée qui a vraiment fait la révolution, c'est la classe ouvrière, il veut détruire le front unique des ouvriers.»

— *Il Giorno*, 14 décembre 1956

Comme il s'y attendait, Racz fut arrêté au moment même où il rencontrait les représentants du gouvernement Kadar qui avaient promis de négocier avec les ouvriers[...].

L'un des aspects le plus navrant du livre d'Aptheker c'est qu'il se préoccupe tellement d'une «terreur blanche» fictive qu'il nous empêche de nous confronter au véritable danger restaurationniste. J'ai fait référence plus haut à la conception capitaliste partagée par tous que la révolution hongroise voulait parvenir à une «démocratie de type occidental». Il faut en parler brièvement ici.

Dire que la révolution hongroise s'orientait vers une «démocratie de style occidental» était plus qu'une *théorie*. C'était un *programme politique*. Les politiciens «occidentaux» savaient aussi bien que les Russes qu'il serait impossible d'imposer un nouveau Horthy au peuple hongrois. Le capitalisme ne pouvait donc être restauré en

Hongrie *que* sous une forme «démocratique». Certains aspects de la société hongroise montrent que c'était là plus qu'un rêve utopique.

La majorité de la population hongroise est rurale, attachée à la propriété privée (les «collectivisations» stalinienne n'ont pas précisément affaibli cet attachement) et attirée économiquement par l'Ouest. De plus, la religion majoritaire en Hongrie est la religion catholique. Ceux qui ont organisé la «libération» avaient de bonnes raisons d'espérer que l'établissement d'un régime parlementaire de style occidental aboutirait à un gouvernement qui refléterait ces majorités sous la direction de politiciens revenus d'exil et de la hiérarchie catholique. Etant donné surtout qu'ils avaient de puissants moyens de pression extra-démocratiques sous forme d'«aide» économique et des activités de la frange fascisante dont nous avons parlé plus haut.

Le capitalisme aurait-il pu être restauré de cette manière? Si la révolution hongroise avait pu se développer librement, il y aurait eu la *possibilité* que cela se produise (bien sûr même si ce développement avait été *certain*, ce qui n'est pas du tout le cas, l'intervention russe actuelle aurait tout de même été un refus inacceptable de laisser au peuple hongrois le droit de choisir son système social).

Le danger d'une restauration capitaliste existait donc réellement. Mais rien ne justifie la thèse des occidentaux que la révolution était essentiellement un combat pour le retour «démocratique» au «capitalisme populaire». La version occidentale de la thèse de la «contre-révolution», tout comme la version stalinienne, est fautive car elle évite le facteur clé de cette révolution: la classe ouvrière.

La classe ouvrière hongroise même si elle était confuse sur beaucoup de choses ne s'est pas battue pour une démocratie de «style occidental» — elle s'est battue pour la démocratie *socialiste*. Les travailleurs de Győr l'ont montré lorsqu'ils ont empêché qu'un meeting en faveur de Ferenc Nagy [politicien de droite exilé] ne se tienne. Le Conseil ouvrier du 11e district de Budapest l'a montré lorsqu'il a réclamé «des élections libres auxquelles ne pourraient participer que les partis qui reconnaissent et qui ont toujours reconnu l'ordre socialiste reposant sur le principe que les moyens de production appartiennent à la société» (cité dans Free Europe Committee, *Revolt in Hungary, A Documentary Chronology of Events* [1956]).

Mais ce qui réfute indiscutablement l'argument que la Hongrie retournait à la «démocratie de style occidental» c'est le simple fait que les ouvriers à travers toute la Hongrie, dans la chaleur de la révolution, ont créé leurs propres *conseils ouvriers*, organes de domination politique de la classe ouvrière. Qu'est-ce que cela peut bien avoir à faire avec la «démocratie» capitaliste? Pour écraser la menace de restauration capitaliste, les ouvriers hongrois n'auraient eu qu'à exercer le pouvoir qu'ils avaient déjà entre les mains, à donner tout le pouvoir aux Conseils ouvriers au lieu de le livrer, comme ils l'ont fait si souvent dans les révolutions passées, à un gouvernement capitaliste.

Pour avoir une idée de l'hypocrisie et de la malhonnêteté des «amis» capitalistes de la révolution, le lecteur n'aura qu'à se poser cette question: quelle aurait été l'attitude des Dulles, Mollet et Eden si les travailleurs de Paris; de Londres ou de Détroit avait formé *leurs propres conseils ouvriers* et avaient essayé d'instituer un «ordre socialiste reposant sur le principe que les moyens de production appartiennent à la société»? ■

## Les révisionnistes et la dictature du prolétariat

# L'eurotrotskyste Mandel contre le caudillo Moreno

Traduit de Spartacist, édition anglaise, n° 30, automne 1980

Avec l'offensive renouvelée de guerre froide de Carter, nous voici encore une fois bombardés par la théorie du «monde libre contre le totalitarisme soviétique». Il ne fait pas de doute que l'un des plus grands services rendus par le stalinisme à la bourgeoisie impérialiste, c'est l'identification du socialisme marxiste à un Etat policier terne et bureaucratique. La terreur brutale, la censure étouffante et le spectacle des procès montés de toutes pièces ont traîné dans la boue les buts libérateurs du marxisme. Tous les jours on bourre le crâne aux travailleurs des Etats-Unis et d'Europe de l'Ouest avec l'idée qu'ils jouissent d'une plus grande liberté sous la démocratie capitaliste que sous la dictature du prolétariat du bloc soviétique.

Comme on pouvait s'y attendre, les divers révisionnistes «trotskystes» ont capitulé devant l'intense campagne idéologique anticommuniste qui sévit de plus en plus. Ils se sont servis de l'opposition révolutionnaire de Trotsky au régime bureaucratique stalinien comme couverture pour rejeter de façon essentiellement social-démocrate la dictature du prolétariat. C'est précisément là la fonction de la principale résolution adoptée par la tendance majoritaire du Secrétariat unifié (SU) d'Ernest Mandel lors de son XIe Congrès mondial en novembre 1979, «Démocratie socialiste et dictature du prolétariat».

Ce document donne à la «dictature du prolétariat» un contenu purement démocratique bourgeois. Derrière son abstraction atemporelle, «Démocratie socialiste...» est une polémique nourrie pour accorder les pleins droits politiques, y compris le droit d'accéder au pouvoir gouvernemental, aux forces pro-impérialistes dans le bloc soviétique. Dans une défense de ce document, Mandel, de façon peut-être prophétique, se prononce explicitement pour la légalisation d'un parti catholique en Pologne, d'un parti clérical-nationaliste inspiré par le pape Wojtyla et Zbigniew Brzezinski! «Démocratie socialiste...» n'est qu'un écho de la campagne anti-soviétique des «Droits de l'homme» de Carter, réfracté au travers du milieu eurocommuniste/social-démocrate.

Lorsque le projet de Mandel de «Démocratie socialiste...» parut pour la première fois en 1977, le Socialist Workers Party américain (SWP) exprima son accord général, tandis que l'aventurier politique Nahuel Moreno s'en servit comme repoussoir pour se présenter comme l'«antirévionniste» de gauche. Cependant, lors du XIe Congrès mondial du SU, après la scission de la Fraction bolchévique des morénistes, le SWP avança une contre-résolution, «Socialisme et démocratie» (Congrès mondial 1979 de la Quatrième Internationale [janvier 1980]).

Le SWP est complètement réformiste sur le terrain américain et prostitue le marxisme au service du libéra-

lisme. Alors qu'avec son impressionnisme invétéré Mandel a tendance à aller jusqu'au bout de son dernier dada — il n'y a pas si longtemps, c'était le guérillisme guévariste, plus récemment l'eurocommunisme —, le SWP, lui, essaie parfois de présenter un révisionnisme moins flagrant dans ses documents internationaux formels.

«Socialisme et démocratie» contient la même formule clé que le document mandélien: «[...]les travailleurs doivent être libres d'organiser des groupes, des tendances et des partis sans restrictions idéologiques *a priori*». Il faut donc supposer qu'une révolution politique prolétarienne en URSS donnerait aux Sakharov et aux Soljénitsyne la possibilité de se présenter aux élections pour les soviets. Au fond, le document «Socialisme et démocratie» du SWP évite soigneusement toute prise de position claire sur les questions centrales en discussion. La résolution adoptée par la majorité du SU déclare explicitement que des *partis* pro-bourgeois, même s'ils soutiennent (pas violemment pour l'instant) des gouvernements impérialistes, devraient avoir les *mêmes* droits politiques que des partis socialistes prolétariens. Voilà le fond de la chose. Le document du SWP accepte implicitement cette position sans toutefois l'exprimer aussi carrément.

Dans un sens, les déclarations ultra-libérales des mandéliens et du SWP sur la démocratie socialiste, c'est du vent. S'ils trouvent opportun de jouer les hérauts d'un quelconque régime stalinien, ces révisionnistes défendront la répression non pas cette fois-ci de tendances pro-bourgeoises, mais de groupes oppositionnels de gauche, y compris de leurs propres «camarades». Au début des années 50, Pablo, Mandel et Cie excusent l'emprisonnement des vétérans trotskystes chinois par le régime de Mao en les reniant avec mépris pour être des «réfugiés de la révolution». Une dizaine d'années plus tard, les pablistes, rejoints par le SWP, couvrent et défendent la persécution par le régime de Castro des trotskystes cubains (partisans de Juan Posadas), dont l'imprimerie fut détruite pour avoir sorti *La révolution trahie* de Trotsky!

Récemment, ces «démocrates socialistes» on ne peut plus démocratiques sont allés encore plus loin. Au Nicaragua, ils ont défendu la répression de la gauche non pas par le régime stalinien d'un Etat ouvrier déformé (ce qui n'est déjà pas rien), mais par le gouvernement bonapartiste petit-bourgeois d'un pays capitaliste! La coalition radicale petite-bourgeoise sandiniste-bourgeoise à Managua a emprisonné et expulsé les partisans de Nahuel Moreno ainsi que divers maoïstes, essentiellement pour avoir fait de l'agitation parmi les travailleurs. Les mandéliens excusèrent cette attaque sandiniste; quant au SWP, il s'en fit carrément le champion et pourrait bien l'avoir inspirée! A leur façon minable, les mandéliens et le SWP ont démontré une fois de plus que les défenseurs de «droits démocratiques» pour Hindenburg et Ludendorff

seront les avocats des assassins de Liebknecht et Luxemburg.

Les différends entre le SWP et les mandéliens au XI<sup>e</sup> Congrès mondial du SU n'étaient que des frictions fortuites. Moreno, pour sa part, utilisa le social-démocratie de Mandel comme justification centrale pour une fraction oppositionnelle. Moreno, qui a passé le plus gros de sa carrière politique profondément enfoui dans le mouvement péroniste, représente dans le mouvement prétendument trotskyste la tendance la plus proche du bonapartisme populiste nationaliste. Exilé d'Argentine par le coup d'Etat réactionnaire de 1975, il assume un nouveau personnage, celui du *jefe* dynamique du trotskysme mondial. Voyant les mandéliens à la traîne des eurocommunistes et le SWP, comme d'habitude, derrière les libéraux, Moreno décide qu'une posture oppositionnelle «de gauche» serait avantageuse.

Mais les airs de «bolchos durs» que se donnent les morénistes sont aussi bidon que l'ultra-démocratie des mandéliens et du SWP. Dès leur scission avec le SU en automne dernier, les morénistes font immédiatement bloc avec l'OCI (Organisation communiste internationaliste) de Pierre Lambert, qui est à droite non seulement des mandéliens, mais même des eurocommunistes. L'OCI néo-kautskyste et virulemment stalinophobe parraine les dissidents pro-occidentaux du bloc soviétique d'une façon encore plus écoeurante que le SU. Brandissant la bannière du nationalisme antisoviétique dans l'Europe impérialiste, les lambertistes appellent à la réunification *inconditionnelle* de l'Allemagne à travers une «Assemblée constituante nationale à l'Est et à l'Ouest», une revendication qui semble avoir été reprise à feu Konrad Adenauer!

L'ultra-démocratie de Mandel et le bonapartisme tiers-mondiste de Moreno sont, chacun à sa manière, des poses qui peuvent être abandonnées ou même interverties dès demain. Cependant, il est important de vacciner ceux qui se veulent révolutionnaires contre ces révisions symétriques du programme marxiste de la dictature du prolétariat.

### Le but révolutionnaire de la dictature du prolétariat

«[...]si l'on assigne pour tâche l'abolition de la propriété individuelle des moyens de production, il n'est pas d'autre moyen de la réaliser que la concentration de tous les pouvoirs de l'Etat entre les mains du prolétariat et l'instauration pendant la période de transition d'un régime d'exception, dans lequel la classe au pouvoir ne se laissera pas guider par l'observation de normes calculées pour un temps très long, mais par des considérations d'efficacité révolutionnaire.»

— Léon Trotsky, *Terrorisme et communisme* (1920)

Ce passage trace la ligne de démarcation fondamentale entre le bolchévisme et les révisionnistes de la «démocratie avant tout» de Kautsky à Mandel.

Il est certain que la révolution prolétarienne libère les énergies politiques des masses laborieuses et leur confère des droits et des libertés démocratiques réels bien plus importants que ceux dont elles jouissent sous le parlementarisme bourgeois. Sans la participation active de la grande majorité de la population dans la vie politique, la transition

El caudillo  
Nahuel  
Moreno



El Socialista

au communisme — où les classes auront disparu et où l'Etat aura déperé — est inconcevable. Pourtant, la démocratie ouvrière est un moyen pour une fin, et pas une fin en soi. Cette fin, c'est la création des préconditions politiques, économiques et culturelles pour la société communiste. La plus fondamentale de ces préconditions est le maintien du pouvoir d'Etat prolétarien et de la propriété collectivisée. C'est pourquoi les formes et l'étendue de la démocratie ouvrière sont *subordonnées* à la défense de la domination de classe prolétarienne contre les forces de la contre-révolution bourgeoise.

Ici, les «purs démocrates» se prétendant marxistes expliqueront qu'il ne peut y avoir de contradiction entre le fait de donner aux partis bourgeois les pleins droits démocratiques et de les empêcher de restaurer le capitalisme. Ils expliqueront même que de tels droits démocratiques démasqueront les forces bourgeoises devant leurs adeptes potentiels, et de ce fait, les démoraliseront. Pour les révisionnistes de la «démocratie pure», la bourgeoisie, une fois renversée et expropriée, est réduite soit au putschisme, soit à l'opposition idéologique et inoffensive d'un Don Quichotte.

Dans «Démocratie socialiste...», Mandel prévoit l'impuissance totale d'une opposition bourgeoise comme justification pour lui concéder la «liberté d'organisation politique»:

«Il n'y a pas de raisons pour que les travailleurs considèrent comme un danger mortel la propagande qui les «incite» à rendre les usines et les banques aux propriétaires privés. Il y a peu de risques que dans la majorité ils soient «persuadés» par une propagande de ce type-là.»

La réponse de Lénine à ce type d'argument dans *La révolution prolétarienne et le renégat Kautsky* (1918) exprime une divergence fondamentale entre le marxisme révolutionnaire et le révisionnisme social-démocrate:

«[...]il est de règle que dans toute révolution profonde les exploités, conservant durant des années de gros avantages réels sur les exploités, opposent une résistance prolongée, opiniâtre, désespérée.» [souligné dans l'original]

Parmi ces avantages, Lénine cite la formation supérieure, la capacité de gestion, des liens étroits avec le personnel technique supérieur et une expérience incroyablement plus grande de l'art de la guerre: Il explique aussi qu'«une partie des masses exploitées les moins développées, parmi les paysans moyens, artisans, etc., marchent et [sont] susceptibles de marcher avec les exploités». De plus:

«Si les exploités ne sont battus que dans un seul pays, et



Juan Perón,  
premier  
mentor  
«révolution-  
naire» de  
Moreno.

Stern

c'est là bien entendu le cas typique, la révolution simultanée dans plusieurs pays étant une rare exception, ils restent *toutefois plus forts* que les exploités, puisque les relations internationales des exploités sont immenses.» [souligné dans l'original]

La référence de Lénine aux liens internationaux de la bourgeoisie met particulièrement en valeur le révisionnisme de «*Démocratie socialiste et dictature du prolétariat*» de Mandel. Au coeur de ce document se trouve une distinction fondamentale entre les conditions exceptionnelles d'une guerre civile et l'état supposé normal et pacifique de la dictature du prolétariat :

«*Dans le processus de constitution et de consolidation de la dictature du prolétariat, des guerres civiles ou des interventions militaires internationales ont été et peuvent être déclenchées par la bourgeoisie. Dans des conditions de guerre civile ou d'intervention militaire étrangère, c'est-à-dire de tentatives des anciennes classes dominantes de renverser par la violence le pouvoir des travailleurs, les règles de guerre s'appliquent et des restrictions de l'activité politique de la bourgeoisie pourraient être appliquées.*»

Mais pour Mandel, cela ne peut durer qu'un moment. Dans sa réponse à Moreno, il ridiculise l'idée de «*décennies de guerre civile*».

Quelle vision profondément nationaliste de la révolution prolétarienne ! Ce qu'on nous présente là, c'est littéralement le programme de la construction de la «*démocratie socialiste dans un seul pays*», ni troublée ni concernée par les révolutions, les guerres civiles et les guerres dans le reste du monde. C'est évidemment très exactement le programme du stalinisme libéral et de l'eurocommunisme des Dubcek et des Berlinguer.

Si les bourgeoisies impérialistes ne sont pas des trotskystes à l'envers, elles comprennent cependant instinctivement que la clé pour restaurer le capitalisme dans le bloc soviétique (qu'il soit ou non sous domination bureaucratique), c'est de l'isoler, ou, pour utiliser un terme de guerre froide, de le «*contenir*». Les forces pour la restauration capitaliste en Union soviétique et en Europe de l'Est proviennent de l'*interaction* de la pression impérialiste, économique et militaire, de l'extérieur et des groupes sociaux potentiellement contre-révolutionnaires à l'intérieur — des intellectuels libéraux genre Sakharov, l'Eglise, une section de la bureaucratie stalinienne.

Le social-démocrate polonais Jacek Kuron, pistonné par le SU, appelle à la finlandisation de son pays et, par extension, de toute l'Europe de l'Est :

«*Nous devons aspirer à un statut similaire à celui de la Finlande : une démocratie parlementaire avec une indé-*

pendance limitée dans le domaine de la politique extérieure, là où elle touche directement aux intérêts de l'URSS.»

— «*L'opposition politique et la menace d'une intervention extérieure*», dans Jiri Pelikan et Manfred Wilke, *Menschenrechte: Ein Jahrbuch zu Osteuropa* (1977)

Et maintenant que l'armée soviétique combat les réactionnaires féodaux soutenus par les USA en Afghanistan, Andreï Sakharov appelle les Nations Unies (ce repaire de brigands impérialistes aux côtés de leurs victimes coloniales) à faire pression sur le gouvernement soviétique pour qu'il se retire.

Selon Mandel, des groupes pro-bourgeois dans un Etat ouvrier ont le droit inaliénable d'appeler le capital international à utiliser le chantage économique (comme le font par exemple Sakharov et le social-démocrate polonais Adam Michnik), de soutenir à haute voix des préparatifs et des interventions militaires impérialistes dans des pays arriérés et de faire de l'agitation contre une aide aux révolutions à l'étranger (par exemple au Vietnam du Nord et au Vietcong en lutte contre les Etats-Unis). Autrement dit, il préconise de donner aux forces restaurationnistes capitalistes la plus pleine liberté d'agitation et d'organisation, mis à part le recours de fait au terrorisme ou à l'insurrection armée. Si un gouvernement d'un Etat ouvrier suivait une telle politique ultra-libérale il garantirait que les forces bourgeoises contre-révolutionnaires soient préparées au maximum lorsqu'elles se risqueraient à une insurrection.

Certes, un gouvernement ouvrier révolutionnaire ne traiterai pas les tendances réactionnaires pro-bourgeoises comme le fait habituellement la bureaucratie stalinienne. Alors que les stalinien ne peuvent combattre de tels oppositionnels que par la terreur d'Etat, un régime révolutionnaire disposerait d'une arme autrement plus efficace : l'autorité morale devant les masses travailleuses et la perspective de la révolution mondiale.

Lorsqu'il se défend contre les accusations de révisionnisme portées par Moreno, Mandel a recours à une citation hautement *sélective* du Programme de transition. Il base toute sa défense sur ce seul passage :

«*La démocratisation des soviets est inconcevable sans la légalisation des partis soviétiques. Les ouvriers et les paysans eux-mêmes, par leurs libres suffrages, montreront quels partis sont soviétiques.*» [souligné dans l'original]

Mandel se cramponne à la deuxième phrase pour argumenter en faveur de la légalisation de *tous les partis, restaurationnistes bourgeois compris*. Il prévoit que la démocratie des soviets englobera non seulement les sociaux-démocrates et les stalinien, mais aussi des nationalistes bourgeois comme les péronistes en Argentine, le PRI au Mexique, le Parti du Congrès en Inde, etc. («*Premiers commentaires sur «La dictature révolutionnaire du prolétariat*» de Nahuel Moreno», [SWP] *International Internal Discussion Bulletin* Vol. XVI n° 9, octobre 1979).

Trotsky fut extrêmement précis dans la formulation du Programme de transition. Pourquoi a-t-il appelé à la légalisation des partis «soviétiques» et pas de tous les partis ? Mandel choisit d'interpréter la formulation de Trotsky comme une tautologie vide de sens. Pour Mandel, un parti soviétique, c'est *tout* parti élu au soviet. De plus, comme on ne saurait dire d'avance quels partis vont élire les ouvriers et les paysans, tout parti candidat au soviet est *de ce fait même* un parti soviétique. Il faut croire que si les

fascistes trouvaient tactiquement utile de se présenter comme députés au soviets, les mandéliens devraient défendre leur droit légal de le faire.

Heureusement, pour comprendre la position de Trotsky, nous n'en sommes pas réduits à des déductions logiques. Mandel omet soigneusement le passage immédiatement précédent. Voyons pourquoi :

« Il faut rendre aux soviets, non seulement leur libre forme démocratique, mais aussi leur contenu de classe. De même qu'auparavant la bourgeoisie et les koulaks n'étaient pas admis dans les soviets, de même maintenant la bureaucratie et la nouvelle aristocratie doivent être chassées des soviets. Dans les soviets, il n'y a place que pour les représentants des ouvriers, des travailleurs des kolkhozes, des paysans et des soldats rouges. » [souligné dans l'original]

Voilà Mandel mis à nu dans son révisionnisme, et aucun truquage terminologique n'y pourra rien. Non seulement Trotsky considérait l'exclusion de la bourgeoisie des soviets comme allant de soi, mais il appelait également à l'expulsion des bureaucrates stalinien, qui sont en partie à l'intérieur du mouvement ouvrier.

Résumons-nous : la démocratie soviétique devrait englober les partis, choisis par les ouvriers et leurs alliés petits-bourgeois, qui sont pour l'ordre socialiste et le défendent. En règle générale, tous les groupes qui ne travaillent pas activement au renversement de la révolution socialiste devraient avoir la liberté d'expression, ce qui n'est pas la même chose que le droit de former des partis soviétiques. La façon de traiter les groupes contre-révolutionnaires est une question tactique déterminée par des facteurs comme leur nature particulière et leur audience, la situation internationale, etc.

## El caudillo Moreno entre en scène

Nahuel Moreno se voudrait le Lénine de nos jours, et il considère sans aucun doute *La dictature révolutionnaire du prolétariat* (Bogotá, 1979) comme *L'Etat et la révolution* d'aujourd'hui. Cet ouvrage est présenté à la fois comme une attaque définitive du révisionnisme d'aujourd'hui (utilisant Mandel comme repoussoir) et comme une haute stratégie dans la lutte pour le pouvoir.

L'échange polémique entre Moreno et Mandel a quelque chose de bizarre. C'est comme si, pour une raison ou pour une autre, Juan Perón et Enrico Berlinguer discutaient des principes politiques premiers dans un jargon « trotskyste ». Les deux parties se sentent visiblement mal à l'aise pour argumenter dans le cadre du trotskysme et ont recours aux improvisations, ruses et falsifications des plus diverses pour y échapper.

L'un et l'autre sont très efficaces lorsqu'il s'agit de marquer des points d'orthodoxie contre le révisionnisme symétrique de l'autre. On ne peut pas contredire Moreno lorsqu'il affirme que les mandéliens et le SWP ont donné « à la dictature du prolétariat un objectif et un programme identique à 90 pour cent au programme eurocommuniste et diamétralement opposé à celui de nos maîtres ». Pour sa part, Mandel condamne Moreno à juste titre pour s'opposer à la démocratie ouvrière au nom de la domination incontrôlée du « parti révolutionnaire ». Il

caractérise le livre de Moreno comme étant « constellé de concessions théoriques à la bureaucratie [stalinienne] ».

En fait, Moreno exprime les éléments de l'idéologie stalinienne qui sont communs au bonapartisme nationaliste en général. Le *caudillo* aventurier polémique contre le social-démocratie des mandéliens et du SWP non pas du point de vue d'un Lénine ou d'un Trotsky (ni même de celui d'un Staline), mais plutôt de celui d'un Juan Perón ou d'un Gamal Nasser.

Moreno consacre toute une partie de son livre à attaquer le « fétichisme soviétique » qui n'est certes pas une déviation prédominante dans la gauche contemporaine. Ce que Moreno rejette en réalité, ce n'est pas la fixation sur une forme particulière de l'organisation du prolétariat pendant une insurrection, mais la démocratie ouvrière *en elle-même*. Il oppose constamment « la dictature du parti révolutionnaire » (autrement dit, de Moreno et de sa bande) à la démocratie soviétique :

« [...] la dictature révolutionnaire du prolétariat dans les prochaines décades sera synonyme, non pas d'organisations soviétiques mais de dictatures révolutionnaires de partis trotskystes ou trotskysants [ ? ] [...] »

« La dictature révolutionnaire d'un parti prolétarien, et non pas du pluripartisme soviétique ou des soviets, est une nécessité objective imposée par la réalité sociale : l'existence de différents secteurs parmi les ouvriers et les travailleurs, comme du bas niveau politique et culturel de la majorité de ces secteurs. » [souligné par nous]

Ici, le révisionnisme de Moreno est aussi flagrant que celui de Mandel. Quant à la forme d'organisation, le Programme de transition considère qu'il est « douteux qu'on puisse en inventer une » autre pour la révolution prolétarienne et que donc « le mot d'ordre de soviets est le couronnement du programme des revendications transitoires. »

C'est vrai qu'à l'occasion, Trotsky a critiqué le fétichisme soviétique, par exemple dans *Les leçons d'Octobre* de 1924. Mais il a *toujours* soutenu : a) que si la révolution n'est pas organisée sur la base de soviets, elle doit l'être sur la base d'autres organes représentatifs *prolétariens* (par exemple des comités d'usines, des syndicats) ; et b) qu'en tout cas des soviets seraient établis au lendemain de la victoire comme la forme gouvernementale de la dictature du prolétariat.

Dans un sens, Moreno est un aventurier-bonapartiste conséquent ; il rejette non seulement la démocratie des soviets dans un Etat ouvrier, mais les organes prolétariens *en tant qu'ils* comme base de la révolution socialiste. Comme alternative aux soviets, il propose les institutions corporatistes de masse de divers régimes nationalistes bourgeois. Par exemple, il soutient qu'à certaines périodes en Argentine une révolution prolétarienne était possible sur la base des syndicats péronistes, organes semi-corporatistes subordonnés à une aile du corps des officiers bourgeois.

En Iran aujourd'hui, les morénistes sont allés encore plus loin et appellent à une « dictature du prolétariat » basée sur les Comités révolutionnaires islamiques (*shoras*), les organes corporatistes « populaires » d'un mouvement analogue au clérical-fascisme européen des années 30 ! Leur section d'« avant-garde », la section colombienne, déclare : « Notre grande tâche consiste à tenir un Congrès des Shoras dans tout le pays !!! Et qu'il gouverne ! » (Supplément international à *El Socialista*, 8 mai). En fait, la véritable politique derrière *La dictature révolutionnaire du prolétariat* se révèle le mieux dans l'attitude des morénistes envers l'Iran de Khomeiny. Tandis que tous les



groupes pseudo-trotskyistes s'accrochaient aux basques de la mobilisation de masse islamique, l'adoration des morénistes pour le régime de Khomeiny a été plus profonde et plus sinistre.

Ce qui attire la mentalité des morénistes dans la «révolution iranienne», c'est précisément son caractère *antidémocratique*, précisément la liberté du *faghi* (dirigeant) vis-à-vis de toute forme de gouvernement représentatif. La «révolution iranienne» est ce que Khomeiny dit qu'elle est. Comme celui qui se voudrait l'«imam trotskyste» d'Argentine doit envier à cet homme son pouvoir charismatique sur les masses, sa maîtrise de la loyauté aveugle de milliers de jeunes militants. On se souvient que le premier mentor «révolutionnaire» de Moreno, Juan Perón, avait appris sa politique dans l'Italie de Mussolini, quoiqu'il l'ait appliquée dans le cadre très différent d'un pays semi-colonial dominé par une oligarchie foncière.

Tout comme les critiques de Moreno du fétichisme soviétique ne sont qu'une couverture pour ses conceptions bonapartistes, son opposition à l'euro-centrisme supposé de Mandel n'est que du tiers-mondisme éhonté. Il maintient que les classes ouvrières d'Europe de l'Ouest (et de l'Amérique du Nord) sont tellement corrompues par les miettes qui leur tombent de la table des impérialistes et par les libertés démocratiques qu'elles ne peuvent devenir révolutionnaires à moins d'être réduites à l'état misérable des masses chiliennes ou iraniennes, par exemple :

«Nous, archéo-trotskyistes, pensons que la réalité objective liquidera toutes les espérances démocratiques-bourgeoises des masses, et que tant que la réalité objective n'a pas encore détruit ces espérances, aucun effet de démonstration n'est valable. Tant que les travailleurs européens ne connaîtront pas de brutale crise économique, le chômage, une inflation annuelle de 100 à 150 pour cent, l'apparition de bandes fascistes, des coup d'Etat bonapartistes et fascistes, leurs illusions démocratiques-bourgeoises ne disparaîtront pas.»

Autrement dit, la révolution prolétarienne dans les pays capitalistes avancés était objectivement impossible dans le dernier quart de siècle et continue à l'être.

Mais cela signifie que la dictature du prolétariat ne peut exister que dans des pays arriérés assiégés par les puissances impérialistes, la condition même de la dégénérescence/déformation bureaucratique. Voilà en fait le coeur de la théorie de Moreno. La contribution profonde des morénistes à la théorie marxiste, c'est la «dictature du prolétariat par étapes». La première étape, dans laquelle nous sommes censés nous trouver à l'heure actuelle, est *définie* par la domination de l'impérialisme/capitalisme à l'échelle mondiale :

«Du fait que la dictature du prolétariat a été établie dans des pays isolés et arriérés, elle n'aura pas qu'une seule étape, comme le croyaient les fondateurs du marxisme. Au lieu de la simple étape de la construction du socialisme, la dictature du prolétariat a aujourd'hui deux étapes clairement définies.

«Ce que nous voyons à présent en est la première étape, qui est caractérisée par la confrontation avec l'impérialisme [...]»

— «Déclaration et plateforme de la Fraction bolchévique [moréniste]», [SWP] *International Internal Discussion Bulletin* Vol. XVI, n° 3, juillet 1979

On reconnaît bien là la division idéologique des bureaucraties stalinienne et de divers régimes nationalistes du tiers-monde se prétendant «marxistes-léninistes». Privé

de son vernis utopique, le contenu essentiel du «socialisme dans un seul pays» est l'impossibilité de la révolution prolétarienne dans les métropoles impérialistes pour une période prolongée et indéfinie («une étape», pour utiliser le terme moréniste). Les bureaucraties stalinienne se voient confrontées à un ordre impérialiste inébranlable dans l'avenir prévisible et ont donc recours à des mesures militaires défensives et à des manoeuvres diplomatiques (dans la pratique, à la collaboration de classe internationale). En retour, la menace permanente provenant des «ennemis de la patrie socialiste» sert de justification idéologique au règne bonapartiste.

Nous pouvons à présent résumer les 300 pages de *La dictature révolutionnaire du prolétariat*. Moreno et sa bande, masquant leur «trotskyisme», infiltrèrent une institution corporatiste de masse d'un régime nationaliste bourgeois, telle que les syndicats péronistes. A un certain moment, ils la prennent en main, tout en faisant appel à une section du corps des officiers au nom du nationalisme «anti-impérialiste». Le bas peuple est considéré comme trop égoïste, trop borné pour qu'on lui confie démocratiquement les dizaines d'années de lutte défensive contre les pouvoirs impérialistes. Ceci exige la «dictature révolutionnaire» d'un... *caudillo* «trotskyiste».

Evidemment, ces fantasmes d'un aspirant bonapartiste tiers-mondiste n'ont rien à voir avec la révolution permanente trotskyste. Ce qui sépare le trotskyisme de toutes les sortes de réformisme et de radicalisme petit-bourgeois, c'est la conviction que le renversement de l'ordre capitaliste mondial est possible dans la période historique *actuelle*. L'échec de la révolution mondiale à l'heure actuelle *n'a pas* ses racines dans les conditions objectives du capitalisme contemporain, telles que la division entre pays économiquement avancés et pays arriérés, mais plutôt dans la direction traître réformiste-bureaucratique de la classe ouvrière.

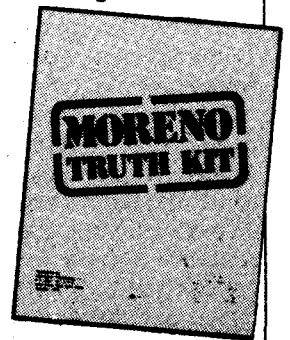
La tâche d'une avant-garde révolutionnaire (trotskyiste) dans un Etat ouvrier consiste à fournir une direction politique et organisationnelle (et si possible un soutien matériel et militaire) à la révolution prolétarienne au niveau international, et *surtout dans les métropoles impérialistes*. La démocratie des soviets est partie prenante de l'extension internationale de la révolution socialiste : un modèle particulièrement pour les travailleurs des pays capitalistes avancés (démocratiques bourgeois) pour leur libération par eux-mêmes et le contrôle sur leur propre avenir. ■

## Moreno démasqué !

texte anglais, documents  
reproduits en espagnol

Allemagne .....	DM 1,50
Angleterre .....	£0,40
Australie, Canada, USA .....	\$0,75
Colombie .....	\$30,00
Espagne .....	50 ptas.
France .....	3F
Italie .....	L 600
Suede .....	3Kr.

Commandes:  
Spartacist Publishing Co.  
P.O. Box 1377, GPO  
New York, NY 10116



## *L'Afghanistan et la gauche*

# La question russe à brûle-pourpoint

Traduit de Spartacist, édition anglaise, n° 29, été 1980

L'Afghanistan est comme un flash qui révèle les contours réels du paysage politique mondial. Il a fait voler en éclats les dernières illusions dans la détente pour révéler l'hostilité implacable de l'impérialisme US envers l'Etat ouvrier dégénéré soviétique. Il a arraché tout masque diplomatique à l'alliance de Washington avec la Chine mao-stalinienne. Et il a confronté, sans échappatoire possible, la gauche à la «question russe»: la nature de l'Etat issu de la révolution bolchévique et son conflit avec le capitalisme mondial.

Pour des socialistes révolutionnaires, il n'y a rien de compliqué, rien d'ambigu en ce qui concerne la guerre en Afghanistan. L'armée soviétique et ses alliés nationalistes de gauche combattent un mélange anticommuniste, antidémocratique de propriétaires terriens, d'usuriers, de chefs de tribu et de mollahs, partisans de l'analphabétisme des masses. Et dire que le soutien de l'impérialisme à cette racaille sociale se fait au grand jour serait un euphémisme grossier. En fait, le tsar de la «sécurité nationale» américaine, Zbigniew Brzezinski, est allé à la passe de Khyber, où il a excité les ardeurs des insurgés, fusil en main: «Ce pays-là vous appartient et vous y retournerez un jour, car votre cause est juste et Dieu est à vos côtés.» La réponse tripale de tout militant de gauche devrait être une pleine solidarité avec l'Armée rouge soviétique.

Pourtant, une grande partie de la gauche, maoïstes en tête, a rejoint la croisade impérialiste contre l'«expansionnisme soviétique». En fait, le groupe officiel pro-Pékin des Etats-Unis, le Communist Party (Marxist-Leninist), a attaqué la doctrine Carter *de la droite*, comme n'étant pas assez dure contre les Russes. De même, les sociaux-démocrates du «troisième camp», comme le groupe anglais de Cliff, qui pouvaient maintenir une certaine image de gauche à l'époque de la détente, se révèlent une fois de plus comme les socialistes du Département d'Etat. Quel que soit le nom qu'ils se donnent, les militants de gauche qui nient que l'Union soviétique est un pouvoir d'Etat ouvrier (bien que bureaucratiquement dégénéré) se retrouvent, plus volontairement pour les uns, moins pour les autres, du même côté des barricades que l'impérialisme US.

Ce n'est pas étonnant que les maoïstes et les sociaux-démocrates se rallient à l'antisoviétisme impérialiste, encore que certains puissent se rebiffer à l'idée de faire cause commune avec l'anticommuniste forcené Brzezinski et ses égorgés afghans. Mais pour les trotskystes le soutien à l'Armée rouge soviétique en Afghanistan devrait être un réflexe politique élémentaire. La dernière grande lutte fractionnelle menée par Trotsky contre l'opposition de «troisième camp» de Shachtman et Burnham dans le

Socialist Workers Party (SWP) américain en 1940 fut provoquée par la campagne impérialiste contre l'invasion soviétique de la «petite Finlande démocratique». Traçant la ligne la plus dure contre l'anticommunisme social-démocrate, Trotsky déclara: «La sauvegarde de la révolution socialiste passe avant les principes démocratiques formels.»

Et l'intervention soviétique en Afghanistan a un contenu bien plus progressiste que l'action de Staline en Finlande en 1940, où le Kremlin voulait simplement un bout de terrain à des fins militaires défensives et, qui plus est, dans le contexte d'une alliance avec l'Allemagne nazie. Une victoire de l'insurrection islamique féodale en Afghanistan ne signifierait pas seulement un Etat hostile, allié à l'impérialisme, à la frontière sud de l'URSS; cela signifierait l'extermination de la gauche afghane et la barbarie féodale — le voile, l'achat et la vente des femmes — de nouveau imposée. De plus, l'occupation militaire soviétique soulève la possibilité d'une révolution sociale dans ce pays affreusement arriéré, une possibilité qui n'existait pas avant.

Pendant, sur l'Afghanistan une grande partie du mouvement soi-disant trotskyste se met également au diapason de Carter. La position la plus ouvertement contre-révolutionnaire est celle du bloc instable des réformistes stalinophobes de l'Organisation communiste internationaliste (OCI) et des partisans de l'aventurier politique Nahuel Moreno. Non seulement ils exigent le retrait des troupes soviétiques, mais ils se solidarisent en fait avec les insurgés islamiques réactionnaires! (Voir «Les morénistes appellent à la contre-révolution en URSS», *Spartacist*, édition française, n° 15/16, printemps 1980).

Le Secrétariat unifié (SU) s'est, comme on pouvait s'y attendre, divisé en trois sur cette question. Une importante minorité, dont le porte-parole principal est Tariq Ali, exige le retrait des troupes soviétiques au nom de l'autodétermination de l'Afghanistan. La direction autour d'Ernest Mandel condamne elle aussi l'intervention soviétique qui violerait les droits nationaux, mais admet à contrecœur qu'appeler maintenant au retrait reviendrait à soutenir une contre-révolution appuyée par l'impérialisme. Le SWP américain soutient l'action soviétique, mais en minimise délibérément la portée.

### Le SWP contourne la question russe

Le SWP, qui cherche depuis longtemps à devenir un groupe de pression sur la bourgeoisie libérale, a présenté

Washington, mars 80, dans une manifestation contre la conscription on peut lire sur la bannière du groupe de jeunesse spartaciste : Non à la conscription ! Non à la campagne belliciste de Carter ! Salut à l'Armée rouge ! Ecrasez la réaction islamique !



Workers Vanguard

son opposition au militarisme impérialiste américain presque exclusivement en se référant au droit démocratique à l'autodétermination nationale. C'était le «petit Cuba héroïque», puis le «petit Vietnam héroïque» contre le colosse américain. La révolution sociale du monde colonial était réduite à une série de conflits entre divers David du «tiers-monde» et le Goliath américain. En s'en faisant l'écho, le SWP renforce par là-même la notion libérale qui présente l'impérialisme comme l'agression et l'intervention militaire d'une grande puissance contre des petits pays.

Mais à présent, c'est Jimmy Carter qui fait appel à l'«anti-impérialisme» libéral et même au nationalisme tiers-mondiste à propos de l'invasion soviétique du «petit Afghanistan indépendant». Les media impérialistes s'étendent sur le «Vietnam de la Russie», suscitant de la sympathie pour les pauvres villageois qui affrontent avec leurs armes primitives l'armée mécanisée d'une «superpuissance».

Comment le SWP justifie-t-il son soutien à l'intervention soviétique en Afghanistan sans heurter les préjugés anticommunistes libéraux ? Ce n'est pas une tâche aisée. Le SWP s'essaie à une ligne selon laquelle Washington réagirait essentiellement contre la «révolution afghane» plutôt que contre l'expansionnisme soviétique. Bien sûr. La «révolution afghane» — cet événement historique mondial qui menace la domination impérialiste en Asie !

«Ce n'est pas l'influence accrue de Moscou en Afghanistan qui a alarmé Washington — même si cela l'a un peu préoccupé — mais la révolution afghane elle-même et ses répercussions à travers toute l'Asie centrale. Les impérialistes étaient opposés aux acquis sociaux qui avaient été gagnés par les ouvriers et paysans afghans, et craignaient que la révolution n'aille de l'avant vers le renversement des formes de propriété capitalistes.»

— «Comment Washington impulse la contre-révolution en Afghanistan», *Intercontinental Press*, 14 janvier

Ainsi le SWP peut-il entonner sa vieille rengaine libérale d'«autodétermination pour la révolution afghane». Le rôle de l'Union soviétique est réduit à une simple aide à une révolution dans un petit pays attaqué par l'impérialisme, rôle comparable à celui joué à Cuba et au Vietnam :

«Donc, la question n'est pas l'intervention soviétique, mais une intervention américaine croissante — destinée à

renverser les acquis gagnés par les masses afghanes — qui a finalement forcé l'Union soviétique à réagir.»

— *Militant*, 15 février

Chacun sait évidemment que la question est bien l'intervention soviétique ou, plus précisément, l'incorporation de l'Afghanistan dans le bloc soviétique par une révolution sociale de l'extérieur comme en Europe de l'Est.

Quoique le SWP ait écrit de nombreux articles sur la «révolution afghane», on y cherchera en vain une *analyse de classe* de l'Etat, de la révolution ou du gouvernement qui en sont issus. Par contre, à la manière stalinienne ou nationaliste bourgeoise, le gouvernement d'après-avril 1978 est décrit comme «révolutionnaire», «populaire», «progressiste», «anti-impérialiste» etc.

### La «révolution» de 1978 : que s'est-il passé ?

Pour comprendre ce qui se passe en Afghanistan depuis avril 1978, il est essentiel de savoir que depuis des dizaines d'années, le pays est un Etat client de l'Union soviétique. Une importante partie de la mince couche instruite du pays a été formée en URSS, et la plupart de l'intelligentsia considère l'Union soviétique comme une source de progrès social. Et ceci pour de bonnes raisons. Un instituteur afghan qui regarde au-delà de la frontière nord l'Asie centrale soviétique qui était, il y a deux générations, encore aussi affreusement arriérée que l'Afghanistan, y voit aujourd'hui une société alphabétisée, relativement moderne, où les femmes ne sont plus des esclaves avilies.

Les sympathies généralement pro-soviétiques de l'intelligentsia afghane se sont manifestées organisationnellement avec la création du Parti démocratique du peuple d'Afghanistan (PDPA) en 1965. Le PDPA, parti petit-bourgeois radical pro-Moscou, se compose d'enseignants, d'étudiants, de fonctionnaires gouvernementaux et, ce qui n'est pas sans importance, d'officiers de l'armée. Le parti n'a pas de base parmi les masses paysannes, ni parmi la très petite classe ouvrière urbaine.

En 1967, le PDPA scissionne entre la fraction *Khalq* (masses) dirigée par Noor Mohammad Taraki, un des plus célèbres poètes du pays, et la fraction *Parcham* (drapeau)

dirigée par Babrak Karmal. La divergence entre les fractions est difficile à délimiter, et peut être de nature cliquiste. Les deux groupes poursuivent la stratégie, conforme à leur composition sociale : s'emparer du faible appareil gouvernemental et le radicaliser. Des officiers fidèles au PDPA-*Parcham* jouent un rôle important dans le renversement de la monarchie en 1973, et le parti participe au premier gouvernement nationaliste-bourgeois de Daoud.

Par la suite, Daoud vire à droite et, au début de 1978, décide d'écraser le PDPA, alors fragilement réunifié. Lorsque la police assassine un dirigeant du PDPA et que d'autres sont arrêtés, des manifestations de masse, essentiellement composées d'étudiants et de fonctionnaires des services publics, éclatent à Kaboul. Dans les combats et fusillades qui s'ensuivent, la fraction militaire du PDPA a le dessus sur les hommes de Daoud; Daoud lui-même est tué. C'est ainsi que naît la République démocratique d'Afghanistan.

La «révolution» d'avril 1978 est essentiellement un coup d'Etat militaire de gauche, avec un certain soutien parmi les intellectuels. De façon inhabituelle, les officiers du PDPA donnent les principaux postes gouvernementaux à l'aile civile du parti. Mais le véritable pouvoir reste aux mains des militaires. Hafizullah Amin émerge comme l'homme fort du nouveau régime parce qu'il était auparavant chargé du travail du PDPA parmi le corps des officiers.

Glorifiant la «révolution afghane» afin de minimiser la signification de l'intervention soviétique, le SWP évoque l'image d'une insurrection de masse ouvrière et paysanne pourtant inexistante :

«Ensuite, en avril 1978, les masses afghanes se soulevèrent et luttèrent pour changer ces conditions d'oppression[...].  
«Des dizaines de milliers d'ouvriers et de paysans afghans descendirent dans les rues, une partie de l'armée se rebella, un nouveau gouvernement arriva au pouvoir.»

— *Militant*, 18 janvier

Fred Halliday, un journaliste radical bien informé, décrivait fin 1978 l'étroite base sociale du nouveau régime du PDPA, l'élite petite-bourgeoise. Quoique partisan de la «révolution afghane», Halliday, contrairement aux charlatans du SWP, respecte la vérité empirique :

«Ce qui s'est produit, c'est la prise du pouvoir par un secteur radicalisé de l'appareil d'Etat, dirigé par des civils (pour la plupart des enseignants ou d'autres fonctionnaires des services publics) aidés par des officiers de l'armée[...].

«L'implantation du nouveau régime en dehors des principaux centres urbains est très faible, et la tentation

inévitabile consistera à prendre appui sur les forces armées plutôt que sur des mesures politiques prises par le parti[...].  
«En même temps, les couches inférieures de l'appareil d'Etat n'ont pas été touchées, et en particulier, il était évident que la possibilité d'une résistance contre-révolutionnaire de la part des couches inférieures des forces armées n'avait pas été éliminée par la simple purge des officiers supérieurs.»

— «Révolution en Afghanistan», *New Left Review*, novembre-décembre 1978

Le PDPA nationaliste de gauche vient au pouvoir dans un des pays les plus primitifs, les plus attachés à ses traditions dans le monde. D'après le *Statistical Yearbook* des Nations Unies pour 1978, pour une population de 17 à 20 millions seules 35.000 personnes sont employées dans des fabriques. En même temps, il y a un quart de million de mollahs — payés par le gouvernement —, une énorme caste parasitaire suçant le sang d'un peuple désespérément pauvre.

Ces quelques statistiques indiquent les limites à un changement social de l'intérieur de la société afghane. Contrairement à l'Iran et au Pakistan voisins, une révolution prolétarienne n'est pas possible en Afghanistan. Le pays souffre d'une arriération économique trop absolue. D'autre part, la base sociale pour une résistance réactionnaire même aux plus modérées des réformes démocratiques bourgeoises est forte.

Malgré cela, le régime du PDPA lance une série ambitieuse (pour l'Afghanistan) de réformes démocratiques — redistribution des terres, annulation des dettes des paysans, réduction du prix de l'épousée à une somme minimum, enseignement obligatoire pour les deux sexes, mesures allant dans le sens de la séparation de l'Eglise et de l'Etat. Ce sont en particulier les pas faits par le régime vers l'égalité des femmes qui enflamment le plus l'insurrection réactionnaire. Et c'est reconnu même par les journalistes bourgeois qui ont parlé des «combattants de la liberté» afghans. Le reporter du *New York Times* (9 février) observait :

«La réforme agraire minait leurs chefs de village. Les portraits de Lénine menaçaient les chefs religieux. Mais ce sont les nouveaux droits accordés aux femmes par le gouvernement révolutionnaire de Kaboul qui poussèrent les hommes musulmans orthodoxes des villages pachtoun de l'est de l'Afghanistan à prendre leurs fusils.»

## Le régime nationaliste de gauche assiégé

Selon tous les rapports, le régime du PDPA agit avec un autoritarisme et un arbitraire bureaucratiques qui lui aliènent beaucoup de partisans potentiels, en particulier parmi les paysans pauvres. L'exemple donné habituellement est l'annulation des dettes des paysans envers les propriétaires terriens. Les propriétaires ripostent en refusant de donner les semences et, comme le gouvernement ne peut en fournir, les paysans se trouvent dans une situation économique pire qu'auparavant.

En général, le régime ne fait aucun effort pour neutraliser ses nombreux ennemis sociaux en modérant le rythme de ses réformes tout en élargissant en même temps sa propre base (par exemple, en envoyant un grand nombre de jeunes étudiants en URSS, en élargissant rapidement le prolétariat urbain). En même temps, un cliquisme meurtrier, en particulier de la part d'Amin, élimine une grande partie des

**SPARTACO** 

una frazione d'Italia - una frazione SPARTACISTA internazionale

**AFGANISTAN:**  
**Vittoria all'Armata Rossa!**



**Brochure de la Lega  
Trotskista d'Italia  
soutenant  
l'intervention  
soviétique contre  
la rébellion  
islamique  
réactionnaire en  
Afghanistan.  
1000 Lire**

Commandes:  
Walter Fidacaro  
C.P. 1591  
20100 Milano Italie



**Le régime nationaliste de gauche du PDPA redistribue la terre aux paysans pauvres; ce qui aiguillonna le soulèvement réactionnaire des propriétaires terriens, des usuriers et des mollahs.**

partisans initiaux du PDPA. Un groupe de plus en plus petit d'intellectuels modernistes tend à s'opposer à la masse du peuple. Le régime Taraki-Amin peut donc être accusé d'une forte dose d'aventurisme utopique, cherchant à entraîner l'Afghanistan dans le vingtième siècle par des moyens purement militaires et, qui plus est, des moyens militaires dont il ne dispose pas.

Au fur et à mesure que l'insurrection croît, l'armée est criblée de désertions et mutineries; le régime du PDPA devient de plus en plus dépendant du soutien militaire soviétique. En été 1979, Amin commande à quelque 5.000 cadres militaires soviétiques; ils sont affectés à l'armement sophistiqué, en particulier l'aviation de combat. Sans ces forces soviétiques, il est plus que probable que le gouvernement radical de Kaboul serait tombé devant la contre-révolution.

Ces prétendus «marxistes», comme Tariq Ali, qui affirment à présent qu'il faudrait permettre aux nationalistes afghans de gauche et aux réactionnaires féodaux de régler leurs comptes entre eux, libres de toute ingérence étrangère, auraient logiquement dû exiger le retrait des troupes soviétiques bien avant le coup d'Etat de décembre. En cela, Khomeiny et Brzezinski sont, comme d'habitude, plus conséquents que leurs actuels suivistes de gauche. En juin dernier, l'ayatollah fait une sommation à l'ambassadeur soviétique au sujet de l'intervention de l'URSS en Afghanistan, pays «islamique». Un mois plus tard, Brzezinski, le conseiller spirituel de Carter, dénonce les Soviétiques pour essayer d'«imposer des doctrines étrangères à des peuples profondément religieux et à haute conscience nationale» (*Guardian*, 6 août 1979).

La presse tant bourgeoise que de gauche a spéculé sur le fait que les Soviétiques auraient renversé Amin parce qu'il était un «communiste national», un Tito afghan en herbe. Même si on laisse de côté le fait qu'il gouvernait à travers une partie de l'ancien corps des officiers bourgeois, cette conception est absurde. La présence soviétique en Afghanistan s'est étendue précisément lorsqu'Amin devint

premier ministre au printemps 1979, lorsqu'il opta pour une solution purement militaire contre l'insurrection réactionnaire. De son côté, le Kremlin préconisait un ralentissement des réformes afin de réduire la nécessité d'une aide militaire directe aux radicaux petits-bourgeois de Kaboul. Amin croyait évidemment que quels que soient les ennuis que lui causerait la contre-révolution, les Russes seraient obligés de le tirer d'affaire.

Et dans un sens, ils l'ont fait, mais pas exactement de la façon qu'il attendait. Nous avons ici une de ces ironies de l'Histoire tant appréciées par feu Isaac Deutscher. On peut se demander si le spectre de Hafizullah Amin apprécie qu'en définitive c'est lui qui a gagné, quoique cela lui ait coûté la vie. Il provoqua une situation dans laquelle les Soviétiques intervinrent avec une force suffisante pour écraser l'insurrection réactionnaire, et donc une force suffisante pour imposer la révolution sociale à un Afghanistan arriéré, infesté de mollahs.

### **Etendez les acquis sociaux de la Révolution d'Octobre!**

Contrairement aux allégations de Khomeiny et de Brzezinski, l'Afghanistan de Taraki et d'Amin n'était pas un satellite communiste des Soviétiques, c'est-à-dire un Etat ouvrier déformé. C'était un régime nationaliste petit-bourgeois instable, régnant au travers d'un fragile résidu de l'ancienne armée. Face à une guerre civile qu'il paraissait impossible de gagner, une partie du PDPA aurait pu tenter de s'en sortir en tournant brusquement à droite, en expulsant les Russes et en passant un marché avec les impérialistes occidentaux pour obtenir leur soutien contre les rebelles. D'après ce que nous savons de l'impitoyable Amin assoiffé de pouvoir, il était bien capable de rivaliser avec Chang Kai-chek en 1927 ou avec Anouar Sadate en 1972.

Avec leur intervention massive fin décembre, les forces armées soviétiques sont devenues le pouvoir dominant en Afghanistan dont le sort actuel sera décidé à Moscou, et non à Kaboul. Bien sûr, les bureaucrates conservateurs du Kremlin n'ont pas envoyé 100.000 hommes en Afghanistan pour y réaliser une révolution sociale, mais simplement pour stabiliser un Etat client stratégiquement situé. Il n'y a aucun doute que Brejnev et Cie préféreraient un Etat bourgeois ami comme la Finlande. Mais l'Afghanistan n'est pas la Finlande. Il n'y a aucun moyen pour que ce pays puisse maintenir quoi que ce soit qui ressemble à une démocratie bourgeoise stable, même de loin. En tout cas, les insurgés réactionnaires et leurs commanditaires impérialistes se montrent intransigeants contre tout gouvernement de coalition que les Russes pourraient accepter. Il est possible que le Kremlin puisse passer un marché avec les impérialistes, par exemple se retirer en échange d'un renversement de la décision de l'OTAN de déployer des centaines de nouveaux missiles nucléaires en Europe de l'Ouest. Cela constituerait un véritable crime contre-révolutionnaire contre les peuples d'Afghanistan.

Mais le plus probable est une occupation prolongée de l'Afghanistan par l'armée soviétique et partant la possibilité de sa transformation à l'image de l'Asie centrale soviétique ou de la Mongolie. Des mesures sociales révolutionnaires (par exemple la terre à ceux qui la

travaillent) seraient nécessaires pour gagner les paysans pauvres qui soutiennent la révolte réactionnaire. Seuls des «gauchistes» empoisonnés par l'idéologie nationaliste-bourgeoise pourraient nier qu'une telle révolution sociale, fût-elle imposée du dehors et déformée bureaucratiquement, aurait un effet énormément libérateur pour les masses afghanes. Même le *New York Times* reconnaît que la population d'Asie centrale soviétique considère l'intervention militaire de son pays en Afghanistan comme un soutien à la libération de ses voisins arriérés et opprimés (Voir «Les habitants de l'Asie centrale soviétique soutiennent l'intervention en Afghanistan», *Workers Vanguard* n° 254, 18 avril).

La différence entre l'Asie centrale soviétique et l'Afghanistan ne se mesure pas en dizaines d'années, mais en siècles. Tandis qu'il y a plus de 90 pour cent d'analphabètes en Afghanistan, l'Ouzbékistan soviétique voisin a probablement un taux d'alphabétisation plus élevé que la Géorgie de Jimmy Carter. L'espérance moyenne de vie en Ouzbékistan est de 70 ans, contre 40 ans en Afghanistan. Une des raisons essentielles en est qu'il y a en Ouzbékistan un médecin pour 380 habitants, et en Afghanistan un pour 20.000! Toutes les comparaisons sociales et économiques montrent la même chose.

Marx et Engels, reprenant ce qu'avait dit le socialiste utopique Charles Fourier, affirmaient que «dans toute société donnée le degré de l'émancipation des femmes est la

mesure naturelle de l'émancipation générale». Le statut des femmes en Asie centrale soviétique n'est pas seulement plus élevé que dans *n'importe quel* pays islamique bourgeois (sans parler de l'Afghanistan), mais peut même être comparé favorablement, dans certains domaines (par exemple, leur représentation dans le gouvernement), aux démocraties bourgeoises avancées. Par exemple, 18 pour cent des juges et 45 pour cent des parlementaires, au niveau du village et au-dessus, sont des femmes en Ouzbékistan.

Il est certain que les ouvriers et paysans d'Asie centrale soviétique souffrent des mêmes inégalités et de la même oppression bureaucratique que leurs frères et soeurs de classe de Grande-Russie. Il y a une certaine pression pour la russification en Ouzbékistan, Tadjikistan, Kirghizistan, etc., et le régime stalinien de Moscou dénie évidemment à toutes les nationalités le droit démocratique à l'autodétermination, c'est-à-dire le droit de se séparer et de former un Etat distinct. Si l'Afghanistan était transformé en Etat ouvrier déformé satellite de l'Union soviétique, il est possible qu'une crise révolutionnaire future trouverait les ouvriers et les paysans afghans en lutte contre une armée soviétique aux ordres de la bureaucratie stalinienne du Kremlin. En général, la révolution politique prolétarienne dans le bloc soviétique sera étroitement imbriquée à la lutte pour l'autodétermination nationale et pour d'autres droits et libertés démocratiques. Mais lever aujourd'hui le drapeau de l'«autodétermination nationale» pour l'Afghanistan, c'est fournir un masque démocratique à des contre-révolutions sociales des plus brutales, des plus barbares, soutenues par l'impérialisme.

### Révolution, contre-révolution et autodétermination nationale

«La Russie a violé la souveraineté nationale de l'Afghanistan», glapissent les impérialistes américains, les staliniens de Pékin et les eurocommunistes. Et comme il se doit, leurs cris trouvent un écho chez Mike Klonsky, Tony Cliff et Tariq Ali. Même si on en accepte le cadre, cette accusation ne tient pas debout. L'Afghanistan n'est pas une nation, mais un Etat dérivé du féodalisme, qui englobe toute une mosaïque de nationalités, d'ethnies et de tribus. La monarchie afghane fut consolidée à la fin du 19e siècle sur une myriade de peuples sans liens entre eux, pour servir d'Etat-tampon entre la Russie tsariste et l'Inde britannique. La plupart de la population rurale n'a jamais vraiment vécu sous le contrôle réel d'un quelconque pouvoir d'Etat central, mais s'identifie exclusivement à un groupe ethnique, tribal ou linguistique donné.

Les auxiliaires impérialistes des insurgés réactionnaires se lamentent que les guérilleros pachtoun, hazara, tadjiks etc. se haïssent autant les uns les autres qu'ils haïssent les radicaux de Kaboul soutenus par les Soviétiques. Si les forces contre-révolutionnaires gagnent, il s'ensuivra vraisemblablement une *autre* guerre civile, cette fois-ci sur la base des ethnies. En fait, si l'Asie centrale soviétique était prise comme modèle, les minorités ethniques d'Afghanistan jouiraient en réalité de plus de droits nationaux authentiques dans un satellite du bloc soviétique que sous un régime réactionnaire pachtoun.

Cependant, à un niveau politique plus fondamental, tout cela est à côté de la question. Même si l'Afghanistan était

## Tendance spartaciste internationale

### Adresses postales:

Ligue Trotskyste de France	Le Bolchévik, BP 135-10 75463 Paris Cédex 10, France
Spartacist League/Britain	Spartacist Publications PO Box 185 London, WC1H 8JE Angleterre
Trotzkistische Liga Deutschlands	Postfach 1 67 47 6000 Frankfurt/Main 1, RFA
Lega Trotskista d'Italia	Walter Fidacaro C.P. 1591 20100 Milano, Italie
Spartacist League/U.S.	Spartacist League Box 1377, GPO New York, NY 10116 USA
Spartacist Stockholm	Spartacist Publishing Co. Box 4508 102 65 Stockholm Suède
Trotskyist League of Canada	Trotskyist League Box 7198, Station A Toronto, Ontario Canada
Spartacist League of Australia/New Zealand	Spartacist League GPO Box 3473 Sydney, NSW, 2001 Australie

une nation homogène, les marxistes révolutionnaires soutiendraient l'intervention armée de l'Union soviétique. Tant avant qu'après le coup d'Etat de décembre, tous les discours sur la «souveraineté nationale» de l'Afghanistan ne servent qu'à couvrir la défense des privilèges de classe et de caste des propriétaires terriens, des usuriers et des mollahs, privilèges menacés par le 'gouvernement petit-bourgeois radical de Kaboul. Pour les impérialistes, de tels mots d'ordre sont essentiellement destinés à augmenter le soutien populaire pour une attaque renouvelée contre la Russie communiste. Pour les marxistes révolutionnaires, faire avancer la révolution sociale, incluant la défense de l'URSS contre le capitalisme et l'impérialisme, passe avant le droit démocratique bourgeois à l'autodétermination nationale.

Pour tenter de justifier leur soutien enthousiaste à la doctrine Carter, certains maoïstes, comme Carl Davidson, ont transformé Lénine en libéral national, qui s'opposerait en principe aux interventions militaires pour soutenir des révolutions dans d'autres pays. Contrairement à ces boniments staliniens, Lénine maintenait dès avant la révolution bolchévique qu'un gouvernement ouvrier victorieux se devait non seulement de faire de l'agitation pour la révolution prolétarienne dans les pays capitalistes, mais encore de la soutenir avec la force des armes là où c'était nécessaire :

«Le prolétariat victorieux de ce pays, après avoir exproprié les capitalistes et organisé chez lui la production socialiste, se dresserait *contre* le reste du monde capitaliste en attirant à lui les classes opprimées des autres pays, en les poussant à s'insurger contre les capitalistes, en employant même, en cas de nécessité, la force militaire contre les classes exploiteuses et leurs Etats.» [souligné dans l'original]

— Lénine, «A propos du mot d'ordre des Etats-Unis d'Europe» (1915), *Oeuvres*, tome 21

Lorsqu'une guerre civile fait rage, une attitude libérale élevant l'autodétermination nationale au rang de principe suprême peut devenir carrément criminelle. Il n'y a qu'à voir la Hongrie de 1919. Le régime soviétique de Béla Kun s'était probablement aliéné la majorité de la paysannerie et des minorités nationales de Hongrie, en bonne partie à cause de ses propres erreurs. L'opposition passive des masses petites-bourgeoises au gouvernement ouvrier basé à Budapest contribua à la victoire de l'armée blanche de l'amiral Horthy, soutenue par les impérialistes, et avec elle à l'extermination de l'avant-garde prolétarienne révolutionnaire.

Pendant les quatre mois et demi d'existence de la Hongrie soviétique, les bolchéviks russes firent tout ce qui était en leur pouvoir pour faire la jonction militaire. Fin avril, Lénine ordonna personnellement au commandement de l'Armée rouge ukrainienne: «Il est indispensable de progresser dans une partie de la Galicie et de la Bukovine pour établir le contact avec la Hongrie soviétique. Cette mission doit être remplie de façon rapide et sûre» (*Oeuvres*, tome 44). Mais la campagne militaire ne réussit pas, au grand détriment de la cause socialiste. Fin juillet, juste avant la fin, Lénine devait informer Béla Kun :

«Nous connaissons la situation difficile et dangereuse de la Hongrie, et nous faisons tout ce que nous pouvons. Mais parfois il est matériellement impossible d'apporter une aide rapide. Efforcez-vous de tenir le plus longtemps possible.»

— *Ibid.*

Si l'Armée rouge ukrainienne avait réussi à sauver la République soviétique hongroise, les porte-parole de l'impérialisme et les sociaux-démocrates partout dans le monde auraient dénoncé l'«impérialisme de la Russie soviétique» pour avoir foulé aux pieds l'indépendance nationale du peuple hongrois. Sans aucun doute, il y aurait même eu des analogies avec l'occupation de la Hongrie par la Russie tsariste pendant les révolutions de 1848.

La République démocratique d'Afghanistan n'est pas, comme la République soviétique hongroise de 1919, une dictature prolétarienne (le prolétariat afghan étant infime). La guerre civile en Afghanistan n'en est pas moins une lutte sociale opposant une intelligentsia moderniste à la réaction féodale. Il est d'ailleurs significatif qu'une série de groupes de gauche (par exemple le *Guardian* maoïsant et diverses petites sectes shachtmanistes aux USA) ont soutenu le régime du PDPA contre les rebelles réactionnaires, mais ont *ensuite* condamné l'intervention soviétique et exigé le retrait de l'Armée rouge. Lorsqu'un gouvernement bourgeois nationaliste de gauche combat la réaction, ces soi-disant «marxistes» peuvent le soutenir. Mais lorsqu'il y a effectivement une possibilité que les formes de propriété féodalo-capitalistes soient renversées, lorsque le pouvoir des mollahs peut en fait être brisé, lorsque les femmes peuvent être libérées du voile, *alors* ces «gauchistes» petits-bourgeois sont contre. Pour ces misérables résidus de la «nouvelle gauche» pro-nationaliste et ces lamentables sociaux-démocrates du «troisième camp», la contre-révolution de l'intérieur est préférable à la révolution de l'extérieur !

### Les fruits amers de la «nouvelle gauche»

Il y a une dizaine d'années, c'était le premier des principes pour tout jeune militant, presque un truisme, que l'impérialisme US était l'ennemi principal et véritablement monstrueux des peuples du monde. Mais aujourd'hui, ce qu'il reste des «anti-impérialistes» de la «nouvelle gauche» des années 60, devenus pour la plupart des maoïstes d'une variété ou d'une autre, ont rejoint l'impérialisme américain contre l'«agression soviétique». Comment cela est-il arrivé ?

Au début et au milieu des années 60, quand Washington était plus hostile vis-à-vis de Pékin que du Kremlin, une nouvelle génération de militants surgit, critiquant et méprisant Krouchtchev et Brejnev au nom du nationalisme tiers-mondiste. Mais aujourd'hui, sur l'Afghanistan, c'est la classe dirigeante américaine qui invoque la rhétorique de l'indépendance nationale en attaquant l'«hégémonisme» et la «politique de superpuissance» des Soviétiques.

La «nouvelle gauche» considérait la «question russe», c'est-à-dire le caractère social de l'URSS, comme un sujet académique de débat parmi l'«ancienne gauche» dépassée. Pour eux, la guerre froide était morte, et la Russie faisait désormais partie du monde de l'homme blanc riche, partenaire des USA pour le conservatisme au niveau mondial. La véritable lutte se menait désormais entre le «tiers-monde» — la Chine, le Vietnam, Cuba — et l'impérialisme US.

Cette vision du monde a été définie en 1967 par Carl Oglesby, le plus célèbre «théoricien» de la «nouvelle

gauche» américaine, dans son livre *Containment and Change*. Les révolutions vietnamienne et chinoise y sont présentées simplement comme des réponses à la domination étrangère, n'ayant pas grand chose, sinon rien à voir avec un conflit entre capitalisme et communisme. La révolution chinoise «n'a absolument rien à voir avec le communisme, mais avec l'organisation indépendante de la Chine et son acquisition du feu moderne.» Quand au Vietnam : «[...]il faudrait pouvoir montrer d'une façon ou d'une autre que la question du Vietnam n'est pas celle de la liberté occidentale contre l'esclavage de l'Est, mais celle du contrôle étranger contre le contrôle local du Vietnam.»

Sur les relations entre les USA et l'Union soviétique, Oglesby opinait :

«Avec l'Union soviétique, nous sommes passés de la confrontation à la détente. Les relations ne sont plus définies par la colère et l'incertitude[...]. La confrontation militaire directe est crainte et évitée pareillement des deux côtés, les crises sont traitées par le téléphone rouge à la place des conseils de guerre, et l'on se demande parfois s'il n'y a pas quelque chose d'encore plus printanier dans l'air : une lente convergence des buts politiques. La guerre froide européenne ne trouve plus les Russes et les Américains se guettant les uns les autres à travers leurs viseurs. A la place, nous sommes témoins de programmes pratiquement intégrés d'aide à l'Afghanistan [!] et à l'Inde.»

Cette vision politique du monde, qui assimile le rôle global de l'URSS à celui des USA, contient les rudiments de la doctrine des «superpuissances» même avant qu'une bonne partie de la «nouvelle gauche» n'adopte le maoïsme et sa doctrine du «social-impérialisme soviétique».

## Trotsky à propos de la révolution et de l'autodétermination

*Non seulement nous reconnaissons, mais nous donnons notre soutien entier au principe de l'autodétermination à chaque fois qu'il est dirigé contre des Etats féodaux, capitalistes et impérialistes. Mais quand la fiction de l'autodétermination devient dans les mains de la bourgeoisie une arme dirigée contre la révolution prolétarienne, nous n'avons aucune raison de traiter cette fiction différemment d'autres «principes» de la démocratie pervertis par le capitalisme.*

— La social-démocratie et les guerres d'intervention en Russie, 1918-1921

*De façon tout a fait inappropriée [le syndicaliste français] Louzon avance contre l'«intervention» révolutionnaire le vieux principe incontesté : «L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes.» Au niveau national? Seulement dans le cadre d'un seul pays? Est-il permis aux travailleurs d'aider les grévistes d'un autre pays? Peuvent-ils envoyer des armes à des insurgés? Peuvent-ils envoyer leur armée s'ils en ont une? Peuvent-ils l'envoyer pour aider l'insurrection ou pour en préparer une, tout comme les grévistes envoient des brigades pour sortir des usines les travailleurs qui y sont restés?*

— «La défense de la République soviétique et l'Opposition», Writings (1929)

Le maoïsme occidental est né d'une greffe entre la «nouvelle gauche» et le stalinisme. La révolution vietnamienne, où une lutte victorieuse s'est menée contre l'impérialisme américain sous une direction stalinienne traditionnelle, a été un facteur qui l'a marquée de façon décisive. Pour la «nouvelle gauche» impressionniste, les staliniens du «tiers-monde» apparaissaient comme des révolutionnaires, en comparaison aux Soviétiques. Dès lors, il n'y avait plus qu'un pas à la doctrine de Mao des superpuissances rivales.

La myriade de sectes maoïstes a eu tendance à avaliser l'alliance Pékin-Washington, qui n'a cessé de se développer depuis le voyage de Nixon en Chine en 1972, pendant lequel les USA faisaient pleuvoir leurs bombes sur le Vietnam. Face à des événements comme le soutien chinois à l'invasion de l'Angola par l'Afrique du Sud en 1975-76, manigancée par la CIA, bien des maoïstes ont reculé, cherchant à revenir au bon vieux temps de l'«unité anti-impérialiste». Mais en Angola, il s'agissait d'une guerre par procuration entre les USA et l'Union soviétique. A présent, c'est un face-à-face sur l'Afghanistan, et il n'y a plus d'échappatoire. Ils doivent choisir leur camp.

Avec l'échauffement rapide de la guerre froide et la déclaration ouverte d'un axe Washington-Pékin, les maoïstes ont fait le tour du cadran. Les événements d'Afghanistan ne font que souligner que ceux qui refusent de défendre l'Union soviétique contre l'impérialisme US seront inexorablement poussés dans les bras du Département d'Etat et du Pentagone. Tandis que Staline réprimait la révolution prolétarienne au profit d'une alliance avec la bourgeoisie «progressiste», pour les maoïstes, le front populaire contre le «social-impérialisme soviétique» ne peut être construit que comme un bloc avec les secteurs les plus violemment anticommunistes des classes dirigeantes impérialistes.

Le programme de la «construction du socialisme dans un seul pays» est le coeur de la doctrine stalinienne. C'est l'idéologie d'une étroite caste nationaliste et bureaucratique qui se base sur les fondements d'une économie collectivisée, mais qui s'oppose au programme de la révolution prolétarienne. La tentative d'opposer la Chine (ou l'Albanie) à la Russie comme patrie socialiste s'est révélée une impasse. Le rapprochement de la Chine avec l'impérialisme américain a démontré que les Mao et les Deng, sous prétexte de construire le «socialisme» dans leur pays, sont tout aussi prêts à vendre la révolution que les Staline et les Brejnev. De plus, les staliniens de Pékin font aujourd'hui partie d'une alliance contre-révolutionnaire globale avec la principale puissance impérialiste contre le principal pouvoir d'Etat anticapitaliste — l'Union soviétique. Si l'impérialisme US renversait l'URSS (comme l'en conjurent les maoïstes pro-Pékin), cela mènerait également, à court terme, à la destruction de la Chine populaire par la même puissance impérialiste.

## La fièvre du «troisième camp» dans le SU

Ainsi qu'on pouvait le prévoir, la crise de l'Afghanistan a plongé le Secrétariat unifié pseudo-trotskyite d'Ernest Mandel dans le plus profond désarroi politique. Trois lignes se confrontaient à la réunion du SU fin janvier





DPA

**Un rebelle féodaliste assassinant une institutrice progressiste près de la frontière iranienne.**

[1980]. La résolution minoritaire de droite préconisait la ligne pro-impérialiste de «Dehors les troupes soviétiques», affirmant qu'une victoire des réactionnaires musulmans serait «bien moins nuisible» qu'une présence soviétique prolongée. La position minoritaire de gauche, provenant, quelle plaisanterie, du SWP américain réformiste, défendait le régime de Kaboul soutenu par les Russes tout en minimisant l'intervention soviétique.

La majorité mandélienne essaie de couper la poire en deux, jouant un extrême contre l'autre et vantant la voie du juste milieu. Sa résolution (*Inprecor*, 7 février) tance le Kremlin pour être «sans considération aucune des sentiments démocratiques et nationaux des classes et des peuples opprimés» et pour avoir «introduit une confusion extrême dans le prolétariat mondial»; elle refuse de donner à l'intervention «le moindre soutien politique» et se déclare «opposée à l'annexion de nouveaux territoires par le Kremlin» — même s'il y a révolution sociale. Mais bien rompus à l'art d'obscurcir les choses, les mandéliens n'appellent pas au retrait des forces soviétiques; et après avoir fulminé contre l'intervention pendant plus de cent paragraphes, voilà soudain, comme des cheveux sur la soupe, quatre phrases du défensisme le plus hypocrite.

Il y a aujourd'hui de réelles perturbations dans les principales sections européennes de Mandel. Presque la moitié, c'est-à-dire 20 contre 22 des membres du comité central de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), section «vedette» du SU à l'éclat aujourd'hui bien terni, a adopté une position carrément pro-impérialiste. Arguant que l'intervention soviétique «bafoue le droit des peuples à l'autodétermination», ils écrivent qu'«il est du devoir du mouvement ouvrier d'imposer par une pression internationale la retraite des troupes soviétiques d'Afghanistan» (*Rouge*, 22 février). Quelles actions ont-ils en tête? Peut-être le refus de la part des dockers français de charger des céréales pour l'URSS?

Si cette importante minorité de la LCR est devenue «socialiste de la doctrine de Carter», la majorité n'est

certainement pas composée de révolutionnaires rouges. Eux aussi condamnent l'action soviétique, mais ils rejettent l'appel au retrait immédiat comme faisant le jeu des impérialistes.

La dissension fractionnelle dans la section anglaise, l'International Marxist Group (IMG), qui fut à gauche en son temps, est encore plus profonde. L'article initial «Retrait des troupes soviétiques» de Tariq Ali (*Socialist Challenge*, 3 janvier 1980) provoqua une explosion de colère. L'IMG publia une série de lettres attaquant Ali pour avoir «rejoint le concert impérialiste» et «marché au pas du Département d'Etat américain». Ainsi, une quinzaine de jours plus tard, l'IMG changea de ligne sans avoir ouvertement répudié sa position contre-révolutionnaire antérieure. Il continuait à condamner l'intervention soviétique, mais reconnaissait que «dans la situation actuelle, un appel au retrait immédiat des troupes équivaldrait à être en faveur de la victoire des forces de droite» (*Socialist Challenge*, 17 janvier). Sans blague!

Mais même cette «défense» hésitante, des forces soviétiques provoqua un déferlement de critiques de droite. Des lettres accusant la majorité de vouloir constituer «des comités d'accueil pour l'Armée rouge» et conjurant l'IMG de «mettre le vieux trotskysme au rencart» parurent dans *Socialist Challenge*. Au beau milieu de tout cela, *Socialist Challenge* inaugura une nouvelle rubrique intitulée «Penser à haute voix» pour que Tariq Ali y dispense ses points de vue «personnels» (lire fractionnels). Il commença sa première rubrique par ces mots: «Je n'ai aucun remords sur l'Afghanistan.»

Ainsi, quelques mois à peine après que ce village de Potemkin nommé «Quatrième Internationale» ait perdu peut-être un tiers de ses membres dans la scission de la Fraction bolchévique, centrée sur l'Amérique latine et dirigée par l'aventurier politique Nahuel Moreno, le SU est une fois de plus déchiré par les luttes internes, concentrées cette fois-ci sur le fief de Mandel. Mandel et Cie essayent de minimiser l'étendue des divergences sur l'Afghanistan, mais elles sont potentiellement plus destructrices que la scission de Moreno, qui était un développement en quelque sorte accidentel dû à l'ambition personnelle effrénée du *caudillo* argentin. Dans le cas présent, c'est le fruit du propre révisionnisme de Mandel.

Ce que nous observons à l'heure actuelle, c'est la rébellion ouverte d'une partie importante du SU, longtemps formée à l'école de l'antisoviétisme «nouvelle gauche» et du nationalisme petit-bourgeois, contre le programme trotskyste de défense militaire inconditionnelle de l'Etat ouvrier dégénéré soviétique face à l'impérialisme.

**SUBSCRIBE!**  
**Women and Revolution**  
 Journal of the Spartacist League/U.S. Women's Commission

\$ .50 single issue  
 \$2/4 issues

Order from:  
 Spartacist Publishing Co., Box  
 1377 GPO, New York, NY 10116

Reagan, Religion and Reaction  
 Carter Paved the Way... 4

File Left Halls  
 Holy Mother Russia's Daughters... 8

Lasch and Backlash  
 Heaven in a Fearless World:  
 A Review... 14

Spartacist Campaign Says:  
 Enough! It's Time For  
 a Workers Party!... 24

Ces membres du SU, cadres et militants de base, sont attirés dans l'alliance contre-révolutionnaire globale dirigée par les USA contre l'URSS par l'intermédiaire des tendances qu'ils ont longtemps cherché à regrouper — les «dissidents» d'Europe de l'Est, les maoïstes «modérés» (par exemple l'OCT [Organisation communiste des travailleurs] en France), les eurocommunistes (le cercle autour de Jean Ellenstein) et divers groupes sociaux-démocrates (comme le Socialist Workers Party anglais de Tony Cliff).

### Tariq Ali : la «nouvelle gauche» antisoviétique

Il n'y a rien d'accidentel ni d'épisodique dans le rôle que joue Tariq Ali dans cette situation fractionnelle. Il est le représentant par excellence du courant «nouvelle gauche» et du nationalisme tiers-mondiste dans le SU. Ex-célébrité de la «nouvelle gauche», il publia en 1969 une anthologie intitulée «Les nouveaux révolutionnaires», où figuraient des notables comme Fidel Castro, Régis Debray, Ernest Mandel et, peut-être de façon prophétique, Tony Cliff. Sa propre contribution incluait parmi les «nouveaux révolutionnaires» Mao et Ho Chi Minh, mais excluait fermement les bureaucrates obtus du Kremlin : «[...]le communisme asiatique devait s'avérer plus humain, plus humanitaire et plus prêt à admettre ses erreurs que sa contrepartie en Union soviétique». Ah, quel régal pour Pol Pot.

Ali se fit aussi l'écho de la ligne maoïste selon laquelle l'Union soviétique exploite les pays arriérés dans ses relations économiques avec eux :

«[...]L'Union soviétique et les pays d'Europe de l'Est, dans leurs relations commerciales avec le monde exploité, contribuent à maintenir l'échange inégal. L'Union soviétique pourrait facilement payer plus sans nuire à sa propre économie.»

En d'autres termes, les richesses devraient être transférées des ouvriers et paysans d'URSS aux bourgeoisies du

«tiers-monde» — aux Pahlavi, Nasser et autres Indira Ghandi.

Si Ali réagit à la crise afghane du point de vue du maoïsme «nouvelle gauche» des années 60, il utilise certains arguments empruntés à l'arsenal idéologique de la «coexistence pacifique» de Krouchtchev (un tour de force d'œcuménisme stalinien). La résolution de la minorité du SU, présentée — on peut le supposer — par Ali et ses partisans, en vient même à accuser Brejnev et Cie de quelque chose comme l'«aventurisme de gauche» pour avoir provoqué le militarisme impérialiste. Elle déplore que l'intervention soviétique alimenterait :

«La justification des impérialistes pour leur reprise de la course aux armements, sous prétexte que l'Union soviétique fait en Afghanistan la démonstration qu'elle entend utiliser la force pour imposer des régimes qui lui seraient loyaux. L'affaire de l'Afghanistan a déjà gâché les efforts du mouvement ouvrier dans les pays impérialistes contre l'augmentation de l'arsenal nucléaire en Europe et à l'Ouest.»

— «Projet de résolution sur l'intervention soviétique en Afghanistan», *Intercontinental Press*, 3 mars

C'est bien sûr exactement l'analyse par laquelle le stalinisme soviétique a justifié depuis des dizaines d'années pourquoi il ne soutenait pas les révolutions dans d'autres pays. La «coexistence pacifique» signifie précisément : ne pas «exporter» la révolution; ne pas exporter d'armes pour des révolutions. Ne rien faire qui puisse irriter les impérialistes et affaiblir les «forces de la paix» dans les pays impérialistes.

### Maintenant Mandel doit payer la note

A la fin des années 60, les mandéliens ont inventé le terme de «nouvelle avant-garde de masse» pour s'identifier au courant maoïste «nouvelle gauche» naissant contre les PC pro-Moscou. Une résolution de la majorité du SU de 1969, en éloge au maoïsme, déclare :

«[...]la dure campagne lancée par Pékin contre la ligne opportuniste droitière des PC suivant la direction de Moscou[...]a objectivement contribué à approfondir la crise mondiale du stalinisme et à faciliter la montée d'une nouvelle avant-garde de la jeunesse à travers le monde. Parmi cette avant-garde de la jeunesse, la sympathie pour la Chine et la critique maoïste du révisionnisme du Kremlin reste profonde[...].»

— «Premier projet de résolution sur la révolution culturelle et les amendements proposés — présentés en deux colonnes», [SWP] *International Internal Discussion Bulletin*, juin 1970

A l'époque où ces balivernes furent écrites, les critiques de Pékin par rapport au «révisionnisme» soviétique étaient devenues sa base idéologique principale pour déclarer que l'URSS était un pays «social-impérialiste, capitaliste». Selon les paroles immortelles du Président en personne : «La montée au pouvoir du révisionnisme signifie la montée au pouvoir de la bourgeoisie». En 1969, le régime de Mao assimilait déjà l'URSS à l'Allemagne nazie, faisant ainsi une ouverture pour un marché avec les pays impérialistes «démocratiques». Dans ses mémoires, Kissinger indique que la dénonciation de la doctrine Brejnev par Pékin comme «doctrine fasciste» avait été un des premiers signes à le convaincre de la possibilité d'un rapprochement avec la

# Abonnez-vous!

## Le Bolchévik

maintenant mensuel

1 an —  
30F Europe  
40F hors Europe

Nom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Abonnement, commandes: Le Bolchévik  
BP 135-10, 75463 Paris Cédex 10 France



Chine de Mao.

Pendant plus d'une dizaine d'années, le SU européen a couru précisément après ces éléments au sein du milieu stalinien qui ont rompu avec Moscou en faveur de nationalismes concurrents — pour les maoïstes, c'étaient les bureaucraties chinoise et dernièrement albanaise; pour les eurocommunistes, leurs propres bourgeoisies impérialistes. Mandel a enseigné à ses partisans que parmi les staliniens, une antipathie envers la direction soviétique est le principal critère d'une évolution politique saine. L'Afghanistan montre que beaucoup d'entre eux ont pris cette leçon à coeur.

Jamais enclin à l'étroitesse «sectaire», le SU avait généreusement inclus dans la «nouvelle avant-garde de masse» divers groupes sociaux-démocrates de gauche, tels que le Parti socialiste unifié (PSU), ce refuge de renégats du trotskysme comme Michel Pablo et Yvan Craipeau. Lorsqu'il proposa l'unité au PSU il y a quelques années, Mandel assura ses dirigeants que le trotskysme et la Quatrième Internationale n'étaient jamais que des «étiquettes» dont on pouvait négocier l'abandon pourvu que ça paye suffisamment sur le plan organisationnel.

En Angleterre, le principal «associé» politique visé par l'IMG a été, depuis des années, le Socialist Workers Party de Tony Cliff, groupe «capitaliste d'Etat» qui a rompu avec le trotskysme en 1950, refusant de soutenir le bloc soviétique dans la guerre de Corée. A présent que le SWP de Cliff dénonce l'action soviétique en Afghanistan comme «impérialiste», l'IMG tient des meetings communs avec ces renégats anticommunistes. A une conférence nationale de l'IMG à la mi-février, la «majorité» (à peine 50 pour cent) décida de «lancer une campagne publique pour unifier les

forces de l'IMG avec celles du SWP». La principale opposition voulait également suivre ce cours liquidateur, souhaitant simplement attendre de meilleures conditions (Voir «L'IMG trébuche vers Cliff», *Spartacist Britain*, mars).

Servant d'entremetteur au milieu social-démocrate de gauche et eurocommuniste, le SU s'enthousiasme sans critique depuis des années sur les dissidents pro-occidentaux du bloc soviétique. A la lumière des manoeuvres actuelles de Carter, nous nous rappelons que début 1979, la revue *Labour Focus on Eastern Europe*, parrainée par le SU, reproduisait sans commentaires un appel d'émigrés soviétiques au boycott économique, technique et culturel total de l'URSS. La diffusion de cette propagande réactionnaire et anticommuniste par cette revue amena Tamara Deutscher à lui retirer son soutien (voir encadré). Lorsque la majorité du SU prétend aujourd'hui s'opposer au boycott des Jeux Olympiques de Moscou par Carter et aux «sanctions impérialistes», cette déclaration est moins que convaincante.

**L'Afghanistan fait éclater la détente de Mandel**

Comment Mandel fait-il concorder son prétendu trotskysme avec une orientation de regroupement avec ceux qui refusent de défendre l'Union soviétique? Tout simplement en proclamant que la défense de l'URSS contre l'impérialisme est sans importance dans cette heureuse période de détente. La conception de Mandel de la détente est en fait une version de la doctrine maoïste des années 60

**Tamara Deutscher retire son parrainage à un journal soutenu par le SU**

Cher rédacteur,

Vous avez publié dans le *Labour Focus* de janvier-février 1979, une lettre qui contient un appel aux socialistes et communistes occidentaux. Votre introduction insiste sur le poids politique des signataires: un «groupe de socialistes soviétiques et de combattants pour les droits civiques jouissant d'une grande autorité». Et, à l'évidence vous attachez une grande importance à leur déclaration qui pose «très clairement [...] des questions très importantes pour les socialistes» et qui «méritent qu'on y réfléchisse sérieusement».

Pourtant il n'y a nul part dans le journal un commentaire de la rédaction dans lequel vous prenez vos distances ou qui de quelque façon montre votre désaccord avec les positions exprimées par les signataires; tandis que votre introduction suggère que votre comité de rédaction prend, au mieux, une attitude neutre vis à vis de l'Appel.

*Labour Focus*, comme vous le dites dans la *Déclaration d'intention*, n'est pas un journal de «débat» mais «d'information» et, à mon sens il ne doit pas ouvrir ses colonnes aux débats suivis surtout quand ceux-ci partent de prémisses étrangers aux principes socialistes.

La plupart des signataires de l'Appel ne peuvent guère être appelés socialistes; et la plupart peuvent amplement trouver de la place dans les journaux bourgeois et réactionnaires pour exprimer leurs points de vue.

L'Appel ne demande pas moins qu'un boycott total de l'URSS et la rupture de toutes relations entre l'Ouest et l'Est — autrement dit mettre l'Union soviétique en quarantaine et l'isoler. De telles méthodes n'aideront en aucune manière le processus de démocratisation à l'Est. Au contraire, cela ne ferait que renforcer toutes les forces réactionnaires dans les deux camps. Un passé pas si éloigné nous a appris que dans la période d'isolement de l'Union soviétique le stalinisme sévissait au plus fort.

C'est avec un malaise croissant que j'ai surveillé la façon dont vous traitez certains des problèmes de la dissidence à l'Est. La parution de la lettre, sans commentaires critiques quant à son contenu, m'amène à prendre la décision de retirer mon soutien au journal, et c'est avec un regret réel que je dois vous demander de retirer mon nom de la liste de parrainage.

Avec mes sentiments personnels les meilleurs, fraternellement vôtre,

Tamara Deutscher

d'un condominium des «superpuissances». Il nie que l'impérialisme US reste fondamentalement hostile à l'Etat ouvrier dégénéré soviétique. Il définit au contraire leurs relations comme étant de réprimer en commun les forces révolutionnaires dans le monde entier. Mandel prétend que la Russie de Brejnev fonctionne essentiellement comme le gendarme du capitalisme mondial, une position identique en substance (sinon par la forme) à celle des maoïstes «nouvelle gauche» et des adeptes du «troisième camp» comme Cliff.

Mandel s'est moqué de la tendance spartaciste, disant que nous avions une fixation sur la défense de l'URSS parce que nous affirmons que Washington a abandonné sa politique de détente de l'après-Vietnam pour revenir sur le sentier de la guerre froide (exprimée idéologiquement dans la campagne de Carter pour les «droits de l'homme»). Après la guerre Chine-Vietnam en février 1979, il réaffirma: «la caractéristique *essentielle* de la situation mondiale n'a pas changé: c'est-à-dire la recherche permanente de la coexistence pacifique et la collaboration entre Moscou et Washington à l'échelle globale» («Les problèmes posés par les conflits militaires en Asie du Sud-Est», *Inprecor*, 30 avril 1979). Peu importe que Washington ait été en collusion largement ouverte avec l'invasion chinoise d'un allié soviétique. Peu importe que le jour où l'armée chinoise passa la frontière vietnamienne le Département d'Etat ait averti les Soviétiques de ne pas lui rendre la pareille. Pour Mandel, c'est la détente *über alles*.

En fait, son dernier livre, *Le marxisme révolutionnaire aujourd'hui*, publié quelques mois avant la crise de l'Afghanistan, prophétise:

«[...]Je nierais que nous entrons dans une nouvelle situation de guerre froide dans laquelle l'impérialisme, plus ou moins allié à Pékin, prépare une poussée agressive contre l'Union soviétique[...].

«La tendance fondamentale dans la situation mondiale actuelle, dirais-je, ne va pas vers une nouvelle guerre froide achevée entre Moscou et Washington, mais vers une continuation de la «coexistence pacifique» qui se poursuit depuis maintenant plusieurs dizaines d'années [?!].»

On peut imaginer que lorsque les missiles Trident émergeront de la Mer du Nord, pointés vers leur cible, Moscou, ils survoleront l'université de Louvain où un certain professeur de marxisme sera en train d'exposer que la détente se porte bien et qu'elle constitue l'axe principal de la politique mondiale.

Rappelez-vous comment Michel Pablo, lorsqu'il voulut

s'accrocher aux basques du Kremlin dans les années 50, avait inventé une théorie de «siècles d'Etats ouvriers déformés». L'équivalent actuel de Mandel — visant à se faire une petite place auprès des dissidents antisoviétiques, des eurocommunistes et de Jimmy Carter —, ce sont les «décennies de coexistence pacifique».

Marx appréciait l'empiriste anglais qui disait: les faits sont têtus. En Afghanistan aujourd'hui, la défense de l'URSS est posée d'une façon si directe et si immédiate que même un charlatan centriste comme Mandel ne peut l'esquiver. Chacun sait qu'un appel au retrait des Soviétiques est un appel à l'établissement d'un gouvernement fanatiquement anticommuniste à la frontière sud de l'URSS. Mais pour le SU, un soutien militaire à l'armée soviétique en Afghanistan tracerait une ligne entre lui et pratiquement chaque organisation, tendance ou individu qu'il a cherché à regrouper ces cinq ou même dix dernières années.

Après avoir fait passer la question russe sous la table pendant des années, le SU en recueille aujourd'hui les fruits sous forme d'une massive hernie antisoviétique face au bellicisme de l'impérialisme américain à propos de l'Afghanistan. Le cynisme profondément enraciné du SU vis-à-vis du programme saura-t-il ou non détourner une polarisation aiguë et même fractionnelle autour des questions centrales de l'orientation révolutionnaire dans une période d'antisoviétisme bourgeois accru — cela reste à voir. Reste-t-il quelque chose des énergies primitives de gauche qui caractérisaient jadis les jeunes cadres du SU qui construisent des barricades dans les rues du Quartier latin en mai 68 et portèrent des drapeaux Vietcong dans les «mobilisations» radicales sur le Vietnam? Ou bien les «enfants de 68» sont-ils devenus, à travers des années de suivisme par rapport au front-populisme, de simples sociaux-démocrates antisoviétiques?

Une chose est claire: le programme trotskyste conséquent de la tendance spartaciste internationale, centré pour les pays arriérés sur la lutte pour la révolution permanente — la lutte pour la libération sous la direction non pas de la «bourgeoisie anti-impérialiste», mais du prolétariat révolutionnaire — est la seule voie en avant.

Pour la défense militaire inconditionnelle des Etats ouvriers déformés et dégénéré par la révolution socialiste dans les pays capitalistes et la révolution politique contre les bureaucraties staliniennes! Etendez les acquis de la Révolution d'Octobre aux peuples d'Afghanistan! ■

<h2>Disponibles en perse:</h2>	<p>NO TO ISLAMIC REACTION! FAKE TROTSKYISTS SUPPORT MULLAHS</p>	<p>Down with Khomeini's Holy War against the Left in Iran! <b>Iranian Fedayeen in Search of a Progressive Clergy</b></p>
<p>1F, 25¢, 10p, 0,50DM, 200lire, 1Kr.</p>	<p>نه بهارتجاع اسلامی تروتسکیستهای قلبی طرفدار آخونداهل هستند</p>	<p>فدائیان ایران در جستجوی یک روحانیت پیشرفته</p>
<p>A bas la guerre sainte de Khomeiny contre la gauche iranienne! Les fedayin en quête de clergé progressiste.</p>	<p>A bas la réaction islamique! Les pseudo-trotskyistes soutiennent les mollahs.</p>	<p>La guerre Iran/Irak — La révolution iranienne rencontre la «révolution arabe».</p>
<p>Commandes: Le Bolchévik, BP 135-10, 75463 Paris, Cédex 10, France</p>	<p>Spartacist Publishing Co., Box 1377 GPO, NY, NY 10116, USA</p>	<p><b>Iran/Iraq Blood Feud</b> "Iranian Revolution" Meets "Arab Revolution"</p> <p>ایران - عراق: انتقام خانوادگی</p> <p>"انقلاب ایران" و "انقلاب عرب" را ملاقات میکند</p>

# La LTd'I adhère à la tendance spartaciste

Nous reproduisons ci-dessous la déclaration de fusion adoptée cet été par la Lega Trotskista d'Italia (LTd'I) et la tendance spartaciste internationale (TSI), ce qui représente le couronnement de plus de cinq années d'efforts acharnés de la part de la TSI pour regrouper un noyau de cadres de l'extrême gauche, en particulier de groupes se réclamant du trotskysme en Italie. Pour la TSI, la fusion avec la LTd'I entraîne l'engagement de ressources significatives afin de renforcer la LTd'I pour qu'elle puisse réaliser les tâches politiques qui l'attendent.

Le processus par lequel ce petit groupe de jeunes camarades a pu être gagné est passé par de dures batailles contre la conception «machiste» d'une direction composée de «vedettes» qui prédomine dans les groupes pablistes, tout spécialement en Italie. Ceux qui n'ont pas pu ou n'ont pas voulu traduire leur accord politique formel en compréhension pratique des normes léninistes, par exemple sur la question femme, sont restés sur la touche. Dans les saluts de la LTd'I à la sixième conférence nationale de la SL/US, les camarades ont parlé de l'importance d'une direction collective, dans la tradition de Lénine et de James P. Cannon :

«Le combat pour introduire le canonisme en Italie est essentiel pour nous. Si dans tous les pays il existe une tendance à l'exceptionnalisme national, cette attitude antimarxiste a toujours trouvé un terrain particulièrement fertile en Italie avec sa vision localiste. Qu'il suffise aux gens de se demander dans quel autre endroit au monde on peut trouver une tendance qui affiche ses origines nationales comme bannière programmatique comme le fait la «gauche italienne» (c'est-à-dire les bordiguistes).»

Au contraire des centristes de tout acabit, la TSI souligne avec insistance que le programme trotskyste est un tout, et non la simple addition de positions politiques spécifiques. Par une série de débats sur des questions programmatiques telles que Chrysler, les camarades de la LTd'I ont appris que des divergences en apparence mineures peuvent avoir des implications politiques majeures. Les saluts de la LTd'I ont mis l'accent sur le rejet de la rhétorique «anti-impérialiste» ou «antifasciste» qui masque la question de classe :

«L'exceptionnalisme italien s'associe également à un anti-américanisme marqué au sein de la gauche, reflet d'une vision front-populiste profondément incrustée selon laquelle tout va mal dans ce pays à cause de sa subordination à l'impérialisme américain. Autrement dit, «si seulement l'Italie était vraiment indépendante!» est le cri de guerre de tous les «anti-impérialistes». Ils s'arrêtent tous là où commence le devoir d'un véritable communiste; l'ennemi principal de la classe ouvrière italienne est la bourgeoisie italienne, et c'est ce que dit notre organisation en long et en large. L'ennemi principal est dans notre propre pays!»

Nous sommes confiants dans le développement d'un groupe révolutionnaire propagandiste de combat en Italie.

(1) La tendance spartaciste internationale et la Lega Trotskista d'Italia conviennent de fusionner — la LTd'I

devenant ainsi la section sympathisante italienne de la TSI — sur la base des décisions des quatre premiers congrès de l'Internationale Communiste, du combat de Trotsky dans l'Opposition de Gauche et pour la Quatrième Internationale tel qu'il est codifié dans le Programme de transition, dont les conclusions essentielles ainsi que la méthode gardent toute leur validité aujourd'hui, et des neuf points de la TSI pour un regroupement trotskyste international.

(2) La Quatrième Internationale de Trotsky, parti mondial de la révolution socialiste, a été détruite par le révisionnisme pabliste dans la période entre 1951 et 1954, et la tâche des trotskystes d'aujourd'hui est de lutter pour la renaissance de la Quatrième Internationale. Nous rejetons les prétentions des blocs sans principes à être la Quatrième Internationale, ou à représenter sa continuité politique et organisationnelle (que ce soit le SU, le CORQI, le Comité paritaire, etc.). Nous rejetons également la conception erronée de la «famille du trotskysme», selon laquelle la solution à la crise mondiale de la direction révolutionnaire réside dans la réunification du «mouvement trotskyste mondial». Le principal fourgueur de cette conception est le bloc antispartaciste qui comprend un groupe britannique (la WSL) dont le dirigeant principal est un jaune (Alan Thornett), un groupe italien qui soutient le «compromis historique» du PCI (le GBL), et un groupe chilien qui aimerait répéter l'expérience du front populaire dirigé par Allende qui a ouvert la voie au régime sanglant de Pinochet (la LOB).

(3) La tactique du regroupement révolutionnaire, — qui implique obligatoirement des scissions et des fusions — jouera un rôle central dans le combat pour la renaissance de la Quatrième Internationale, comme le montrent les regroupements de la TSI avec la Fraction trotskyste de la WSL en 1978, de la SL/US avec le Red Flag Union (un groupe d'homosexuels d'extrême gauche) en 1977 et de la SL/B avec la Fraction léniniste de la WSL en 1980. La nécessité d'un regroupement des trotskystes sur la base d'un accord programmatique principal a été également illustrée par la différenciation politique qui s'est produite en Italie entre les positions de la TSI et celles de la FMR (1974-75), du GBL (1976-77) et de Marcello Braccini (1975-77), ainsi que par l'expérience de la lutte pour gagner la LTd'I au trotskysme.

(4) La LTd'I a ses origines dans l'expulsion de ses principaux éléments hors du GCR/LCR (section italienne du SU) en conséquence de leur lutte contre la capitulation du GCR au front-populisme lors des élections de 1976 en Italie. Avec Trotsky, la LTd'I et la TSI reconnaissent le caractère décisif de la question du front populaire aujourd'hui comme dans les années 30. Les révolutionnaires ne peuvent donner aucun soutien électoral à des partis ouvriers-bourgeois (stalinien ou sociaux-démocrates) partie prenante ou soutenant ouvertement un front populaire déclaré ou implicite, parce que la participation à un front populaire occulte provisoirement la contradiction entre les aspirations socialistes des masses de ces partis et la

pratique de collaboration de classe de leurs directions bureaucratiques. Dans des élections, des révolutionnaires appellent à une opposition conditionnelle aux candidats des partis ouvriers dans le front populaire: les partis ouvriers-bourgeois doivent rompre avec leurs partenaires bourgeois!

(5) La LTd'I a rompu politiquement avec le GBL en 1978, sur la base de la lutte menée par la TSI contre les conceptions politiques et organisationnelles opportunistes du GBL. La TSI engageait avec la LTd'I des discussions qui aboutissaient à une clarification politique et lors de la conférence internationale de la TSI en août 1979, le document approuvé avec l'assentiment des observateurs de la LTd'I affirmait en partie au sujet de la LTd'I:

«Les jeunes camarades de la Lega Trotskista d'Italia ont démontré une compréhension inadéquate de la méthodologie du léninisme à propos de l'importance pour la classe ouvrière de la lutte pour la défense des droits démocratiques. Par le passé cela a produit des débats [...] dont il faut s'attendre à ce qu'ils ressurgissent sous des formes nouvelles.»

On put assister à son expression concrète un peu plus tard au cours de la conférence, pendant une discussion sur la manière d'appliquer le Programme de transition à des luttes syndicales précises (la faillite imminente de Chrysler). Dans cette discussion, certains des dirigeants de la LTd'I montrèrent leur incapacité à comprendre le marxisme révolutionnaire. Malgré une couverture ultra-gauche, leur position revenait à une approche semi-réformiste de la question des nationalisations, combinée à une vision localiste du monde.

Après plusieurs mois de discussions avec le SI [Secrétariat international] de la TSI, une majorité de camarades fut convaincue de la justesse de la position de la TSI formulée dans des articles de *Workers Vanguard* n° 238 et 247. Le mot d'ordre de la SL «Quoi que vaille Chrysler, donnez-le aux travailleurs» est une puissante revendication transitoire dans cette situation spécifique qui exige une action de classe contre l'inviolabilité de la propriété privée, par exemple par des actions militantes telles que l'occupation des usines. Tout en exprimant les besoins véritables des travailleurs de Chrysler tels qu'ils les ressentent, ce mot d'ordre démasque les sociaux-démocrates dont la revendication de «nationalisation» ne fait que cacher sa gestion de l'économie capitaliste «dans l'intérêt des travailleurs» en faisant supporter au contribuable la charge de subventionner des entreprises déficitaires.

A propos de la conduite sans principes de certains membres de la LTd'I lors d'un interrogatoire par la police au début de cette année, le SI de la TSI écrivit une lettre, faisant remarquer que:

«Quand la police a fait une descente chez des militants de la LTd'I dont quelques-uns ont été détenus pour un interrogatoire, des militants de la LTd'I, y compris le camarade Moreno, ont collaboré à cette violation de vos droits démocratiques[...]. S'être engagé gratuitement dans un «dialogue» avec les organes répressifs de l'ennemi de classe alors que vous n'étiez sous le coup d'aucune poursuite, et sans insister sur vos droits légaux — et surtout avoir répondu à des questions sur la taille et les ressources financières de la LTd'I! — c'est faire preuve d'une incompréhension criminelle des questions les plus élémentaires concernant l'Etat capitaliste et la ligne de classe.»

En avril 1980, sur cette question de la conduite élémentaire d'un communiste à l'égard de l'Etat — et grâce

à l'intervention décisive du SI de la TSI, une majorité de la LTd'I affirme son accord programmatique avec la TSI, votant une motion pour «condamner la conduite destructrice, incorrecte, et grosse de graves dangers de militants de la LTd'I au cours d'un interrogatoire policier.» Une maigre clique dirigée par Moreno décide de scissionner de la LTd'I et de la TSI pour poursuivre une orientation pabliste liquidatrice en direction d'une section particulièrement arriérée de l'Autonomie ouvrière, comme le montre son soutien dans les élections de juin 1980 à Rome à la «liste de lutte» mao-stalinienne.

(6) A la lumière de la campagne belliciste des USA et de l'OTAN à propos de l'intervention de l'Union soviétique en Afghanistan, intervention progressiste que les révolutionnaires soutiennent, avançant les mots d'ordre «Salut à l'Armée rouge!» et «Etendez les acquis d'Octobre aux peuples afghans!» — la LTd'I et la TSI reconnaissent le besoin pressant de réaffirmer avec force le principe de la défense inconditionnelle de l'URSS et des Etats ouvriers déformés contre l'impérialisme; ceci ne pourra se réaliser en dernière analyse que par une révolution politique prolétarienne contre les bureaucrates staliniens et par des révolutions ouvrières anticapitalistes en Occident.

(7) Le terrorisme de gauche est le produit d'un désespoir petit-bourgeois et du manque de confiance dans la capacité de la classe ouvrière organisée à réaliser une révolution prolétarienne victorieuse. Les Brigades rouges partagent ce désespoir et ce manque de confiance, tout en se réclamant d'une certaine continuité idéologique avec les activités des maquisards staliniens en 1943-45 et dans l'après-guerre. Les trotskystes rejettent catégoriquement le terrorisme comme méthode politique systématique. Comme l'a dit Trotsky, les terroristes sont des bureaucrates à l'envers. Néanmoins, les terroristes de gauche croient agir pour renverser le capitalisme et les révolutionnaires doivent les défendre contre la persécution de l'Etat bourgeois lorsqu'ils visent des cibles symboliques ou des agents directs du système capitaliste et doivent exiger la libération des militants emprisonnés à la suite de telles persécutions. En même temps, les trotskystes ne peuvent défendre ces terroristes de gauche responsables d'attentats indiscriminés contre la population civile ou d'attaques contre d'autres organisations de gauche, de la même façon que nous condamnons la violence à l'intérieur du mouvement ouvrier.

En tant que léninistes, la LTd'I et la TSI comprennent l'importance pour la classe ouvrière de la lutte pour défendre les droits démocratiques contre toute attaque de l'Etat bourgeois, que ce soit directement par ses nervis en uniforme ou indirectement par les bandes fascistes.

(8) Le trotskysme a toujours été extrêmement faible en Italie; depuis 30 ans il a été systématiquement discrédité par son «représentant» principal Livio Maitan, avec l'aide dans ces dernières années de la LSR réformiste, satellite italien de l'aventurier argentin Nahuel Moreno. Ainsi, il n'y a guère de tradition trotskyste en Italie et les groupes qui se réclament du trotskysme sont très faibles: l'extrême gauche est dominée par les milieux maoïstes-«nouvelle gauche», ouvriéristes, spontanéistes et terroristes. Ainsi, la LTd'I et l'extrême gauche italienne n'ont pas de véritable langage commun, ni de références communes à des sources ou des autorités reconnues. Par ailleurs, les pratiques et les normes reconnues dans le mouvement ouvrier italien sont

stalinienne, ou proviennent du stalinisme, en particulier l'absence d'une conception internationaliste prolétarienne. Le développement politique et organisationnel de la LTd'I comme organisation trotskyste ne peut se faire qu'en opposition à ce qui est la «pratique courante» dans la gauche italienne, et après son réexamen critique, y compris au niveau le plus élémentaire.

(9) La LTd'I se donne pour but de recruter des cadres italiens et de sortir des publications régulières en italien, et d'engager les groupes centristes dans un combat politique pour regrouper leurs meilleurs éléments autour du programme trotskyste: par ce moyen nous avons pour

but d'implanter la tendance spartaciste en Italie comme un groupe de propagande stable capable de lutter pour l'étendard du trotskysme et d'entreprendre un travail exemplaire dans des centres ouvriers sélectionnés, ouvrant au prolétariat italien combatif la voie vers la construction de la direction révolutionnaire qu'il lui faut pour combattre et vaincre.

En avant vers un parti marxiste-léniniste-trotskyiste en Italie! En avant vers la renaissance de la Quatrième Internationale!

Milan, 6-7 août 1980

## PCF...

*suite de la page 32*

La stalinophobie de l'OCI, qui s'est révélée spectaculairement au Portugal en 1975, la place en fait à la droite du PCF lorsque ce dernier attaque les sociaux-démocrates.

La LCR, elle, n'a aucune perspective. Elle a parié sur la social-démocratisation du PCF, saluant les eurocommunistes comme une pression saine vers la «démocratisation» des partis stalinien. L'hémorragie de la LCR continuera au profit de l'OCI aussi longtemps qu'elles avanceront toutes les deux essentiellement la même ligne d'«unité».

Seule une avant-garde révolutionnaire avec un programme de classe clair peut unir la classe ouvrière en la faisant rompre avec le social-chauvinisme et l'arriération qui dressent les diverses couches de la classe ouvrière les unes contre les autres dans des luttes partielles ou sectorielles.

• Ouvriers du PCF: 36, 44, 72. Oui, 3 fois ça suffit! Demandez des comptes à votre direction! Préparez-vous à vous opposer à ce que vos dirigeants vous imposent un

nouveau front populaire!

• Pour une campagne électorale classe contre classe! Si le PCF continue sa campagne pour une candidature indépendante, anti-«unité», votez pour le bureaucrate stalinien Marchais!

• Pas une voix pour le PS qui se présente aujourd'hui le plus ouvertement pour subordonner le prolétariat à la bourgeoisie!

• A bas le «désistement», «candidat unique» et autres slogans nostalgiques de l'union de la gauche-front populaire!

• A bas l'OTAN! Pour la défense de l'URSS et de tous les Etats ouvriers déformés contre l'impérialisme! Pour la révolution politique prolétarienne contre le stalinisme!

• Pour l'unité de la classe ouvrière derrière un programme de lutte de classe, le Programme de transition de lutte intransigeante contre le capitalisme!

• Pour la solidarité ouvrière internationale! Pour un gouvernement ouvrier!

• Pour le retour à Lénine! Pour un parti trotskyste et la renaissance de la Quatrième Internationale! ■

## Presse de la tendance spartaciste internationale

### Workers Vanguard

*Biweekly organ of the Spartacist League/U.S.*

\$3/24 issues (1 year)

International rates:

\$12/24 issues—Airmail

\$3/24 issues—Seamail

Spartacist Publishing Co.

Box 1377 GPO, NY, NY 10116, USA

### Le Bolchévik

*Mensuel de la Ligue trotskyste de France*

1 an—30 F Europe, 40 F hors Europe

BP 135-10

75463 Paris Cédex 10, France

### Spartakist

*Herausgegeben von der Trotzkistischen Liga Deutschlands*

Jahresabonnement 8,50 DM

Auslandsluftpostabonnement 10,-- DM (1 Jahr)

Postfach 1 67 47

6000 Frankfurt/Main 1, West Germany

Pschk. Ffm 119 88-601, (W. Hohmann)

### Spartacist Britain

*Marxist monthly newspaper of the Spartacist League/Britain*

£1.50/10 issues

Spartacist Publications

PO Box 185, London WC1H 8JE, England

### Spartacist Canada

*Newspaper of the Trotskyist League of Canada*

\$2/10 issues

Box 6867, Station A, Toronto, Ontario, Canada

### Australasian Spartacist

*Monthly organ of the Spartacist League of Australia and New Zealand*

\$3/11 issues (1 year) in Australia and seamail elsewhere

\$10/11 issues—Airmail to Europe and North America

\$5/11 issues—Airmail to all other countries

Spartacist Publications,

GPO Box 3473, Sydney, NSW, 2001

Australia

# PS Non! PCF peut-être...

Pour le moment, Georges Marchais et le PCF se présentent en leur propre nom et contre le coalitionnisme, contre le front populaire-union de la gauche. C'est pourquoi la Ligue trotskyste de France (LTF) et la tendance spartaciste internationale (TSI) ont décidé, lors de réunions en automne dernier, d'accorder un soutien violemment critique au PC, en appelant à voter Marchais aux présidentielles d'avril 81 — si toutefois le PCF continue son cours actuel. (Voir *Le Bolchévik* n° 20, novembre-décembre.)

Par contre les révolutionnaires refusent de voter PS, qui fait campagne sur la base de l'antisoviétisme et pour un nouveau front populaire, élargi y compris peut-être au RPR de Chirac. Dans un contexte international de plus en plus réactionnaire, le PS attaque le PCF à cause de ses liens avec Moscou. Face à ces attaques, le PC a bureaucratiquement « tourné » à gauche et mène une campagne avant tout anti-PS dans un effort de consolider sa base.

Dans l'atmosphère de guerre froide créée par les bourgeoisies impérialistes à la traîne des Etats-Unis de Carter et de Reagan, c'est la question russe qui est posée à brûle-pourpoint. Ce qui fait la différence entre le PC et le PS actuellement c'est surtout l'intransigeance de la bourgeoisie envers les partis liés à l'Etat ouvrier dégénéré, l'Union soviétique. Le fond de la campagne électorale, c'est l'intervention soviétique en Afghanistan. Un vote pour le PC sera compris comme un vote contre la bourgeoisie, pour l'Armée rouge en Afghanistan. Cela ne nous fait plaisir de nous associer à ces sentiments.

## PCF : fossoyeur des révolutions

Pour nous, voter PC c'est un moyen de mettre en lumière notre défense trotskyste des Etats ouvriers déformés et dégénérés. Ce n'est pas le cas pour la direction du PCF qui suit aujourd'hui pas à pas la bureaucratie polonaise, dont la politique criminelle est responsable pour les justes

doléances de la classe ouvrière polonaise, tout comme pour ses illusions dans la « démocratie » bourgeoise.

Voter pour Marchais ne signifie pas oublier le rôle social-chauvin et briseur de grève de ce bureaucrate stalinien et de son parti « communiste ». La LTF et la TSI mettent au contraire en garde les travailleurs contre la direction du PCF qui leur imposera, si l'occasion se présente, un nouveau front populaire, car la politique de la direction du PCF reste fondamentalement front-populiste, et ce depuis 45 ans.

Une politique de soutien critique au PCF peut être un moyen de démasquer les bureaucrates, de dresser la base contre la direction. L'aspect violemment critique de notre soutien visera en particulier le très notoire chauvinisme du PCF, notamment son « antibochisme » qui va en ligne droite du « A chacun son boche » de la « libération » à sa campagne contre l'acier allemand ainsi que son ralliement à la « défense nationale », en passant par la défense de l'« Union française » colonialiste après la guerre.

Enfin, nous opposons au « socialisme aux couleurs de la France » la défense de l'URSS. En défendant l'ordre capitaliste, en soutenant la puissance militaire impérialiste française (y compris sa force de frappe) et donc ses alliances militaires antisoviétiques, la direction du PCF prépare une partie importante de ses militants à se ranger du côté de leur propre impérialisme contre l'Etat issu de la Révolution d'Octobre.

Les pseudo-trotskystes de la LCR et l'OCI non seulement se montrent incapables d'avancer des mots d'ordre et de mettre en pratique une tactique révolutionnaire qui pourrait scissionner de larges pans du PCF et les gagner au trotskysme, mais en plus ils y font obstacle. L'« unité » qu'ils prônent lierait les ouvriers à leurs directions traîtres et, en dernière analyse, à l'« union sacrée » et à la défense nationale au travers de la reconstruction de la défunte union de la gauche-front populaire.

*suite page 31*



Tandis que le PCF appelle à la vigilance des policiers « républicains » contre les fascistes, dans la manifestation du 7 octobre à Paris la LTF avançait une perspective ouvrière pour écraser la peste brune.